

Côtes d'Armor

LE MAGAZINE DES COSTARMORICAINS

BP
34012
m09

Voyage au cœur des collèges

Patrimoine
Les châteaux vous
ouvrent leurs portes

Reportage
Liège - Côtes d'Armor:
les inséparables

NUMÉRO 9 - AUTOMNE 99

Édité par le Conseil général
des Côtes d'Armor

Conseil
Général



Sommaire

Numéro 9
Automne
1999

www.cg22.fr
C'est l'adresse du
site Internet du
Conseil général.
Vous y
retrouverez
votre magazine
et tout ce
qu'il faut savoir
sur les Côtes d'Armor.

4
90 JOURS

Retour sur les grands moments
de l'été costarmoricain. L'actualité
de ces trois derniers mois en bref.

8 PRATIQUE
Plus proche de vous,
les correspondants du Conseil
général vous accueillent
à Dinan, Loudéac, Guingamp
et Lannion.

30
CULTURO-
SCOPE

Une rentrée culturelle riche
avec notamment :
Paroles d'hiver,
la Campagne du rire,
la Fureur du noir, etc.



POINT DE MIRE

9 Nos collèges ont bien changé

Élèves, enseignants, parents témoignent de l'évolution des collèges du département. Un état des lieux "sur le vif" et le détail des importants projets du Conseil général.

PATRIMOINE

16 Goûtez la vie de château

Un aperçu des surprises qui vous attendent dans de nombreux châteaux costarmoricains ouverts au public et qui font partie de notre héritage culturel et social.

REPORTAGE

20 Des piscines pour l'an 2000

Écllosion de plusieurs projets aux quatre coins du département et mise en œuvre du schéma départemental des piscines par le Conseil général.

24 Côtes d'Armor - Province de Liège

Un renforcement significatif des liens à l'occasion de la Foire-expo des Côtes d'Armor.

RENCONTRES

27 Dominique Moisan, roi du bal

29 Théâtre en herbe



DÉCIDEURS

23 Faros vole plus haut

26 Labbé S.A., un leader classé secret défense

28 Chantier Grand Largue, cap sur la réussite



Côtes
d'Armor

Côtes d'Armor n° 9 - Automne 1999.
Trimestriel édité par
le Conseil général des Côtes d'Armor.
Direction de l'Information
de la Communication et de la Promotion.
1, place du Général-de-Gaulle,
BP 2371, 22023 Saint-Brieuc.
Tél. : 02 96 62 62 16. Fax : 02 96 62 63 85.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Claudy Lebreton

COMITÉ ÉDITORIAL :
Claudy Lebreton, Charles Josselin,
Pierre-Yvon Tremel, Jean Gaubert,
Michel Lesage, Guy Le Helloco,
Jean-Jacques Bizien, Félix Leyzour,
Christian Le Verge, Yves-Jean Le Coq,
Yves Le Mouër, Sébastien Coupé,
Jean-Marc Quémeré, Benoît Cadoret.
RÉDACTEUR EN CHEF : Gil Pellan.
JOURNALISTE : Bernard Bossard.
ASSISTANTE DE RÉDACTION : Nicole Ollivier.
PHOTOGRAPHE : Thierry Jeandot.

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO :
Laurent Beauvallet,
Vincent Doucet, Danièle Vaudrey.

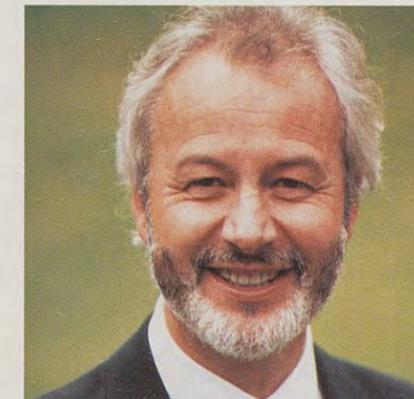
CRÉDITS PHOTO :
T. Jeandot, C. Noury, A. Le Rudulier,
E. de Sauverzac.
CONCEPTION ET RÉALISATION : VERBE CONSUMER
Tél. : 01 40 52 05 05

IMPRESSION : PPR - Groupe COURTIN
21, avenue des Gros Chevaux
Z.I. du Vert-Galand
BP 657 95130 Saint-Ouen-l'Aumône.
DISTRIBUTION : La Poste.
N° ISSN : 1283-5048
Tirage : 250 000 exemplaires.

Édité par le Conseil Général
des Côtes d'Armor

BP 3401c
n° 9

Edito



ARCHIVES
DÉPARTEMENTALES
DES CÔTES-D'ARMOR
PROPRIÉTÉ PUBLIQUE

«L'avenir de notre département dépend largement des conditions d'études que nous offrons aujourd'hui à nos jeunes»

Il y a quelques semaines, les jeunes Costarmoricains ont repris le chemin des écoles, des collèges et des lycées. La rentrée est, dans chaque famille, un événement, un rituel auquel chacun se prépare pour que l'enfant aborde au mieux une nouvelle étape de sa vie scolaire.

Je sais à quel point les parents sont soucieux des conditions dans lesquelles leurs enfants vont étudier, acquérir un savoir, une formation, déterminants pour leur avenir.

Ces préoccupations légitimes sont, bien entendu, partagées par l'ensemble de la collectivité. Elles rejoignent en cela, et tout naturellement, une autre exigence. Le développement des structures d'éducation, de formation et de recherche performantes constitue en effet la clé de voûte du dynamisme d'un département comme le nôtre.

Dans ce domaine, le Conseil général des Côtes d'Armor a toujours pris le soin de raisonner et de travailler globalement, en ne se limitant pas au secteur des collèges dont les lois de décentralisation lui ont confié, pourtant, la seule responsabilité en 1986. Certes, pour les collèges - et le dossier qui y est consacré dans ce magazine l'illustre parfaitement - nous sommes parvenus en treize ans, au prix d'investissements considérables, à améliorer très sensiblement les conditions d'accueil et d'études des élèves Costarmoricains. Et, conscient que des améliorations doivent encore être apportées dans un certain nombre d'établissements, le Conseil général a voté en début d'année un plan pluriannuel de

travaux pour la période 2000-2004 en augmentation de près de 30 % par rapport aux cinq années précédentes.

Mais le chemin du savoir commence avant et se poursuit après le collège.

C'est pourquoi le Conseil général, très tôt, a élargi le champ de ses interventions bien au-delà de ce que la loi lui confiait.

Notre politique de subventions en direction des écoles primaires dont nous finançons environ 30 % des travaux, les dispositifs de démocratisation de l'accès aux études dont bénéficient chaque année six mille jeunes Costarmoricains, l'introduction des nouvelles techniques de communication et d'information dans les collèges, mais aussi dans les écoles pour entrer de plain-pied dans le nouveau millénaire, une politique particulièrement active de développement de nos pôles universitaires... Cet «inventaire à la Prévert», s'il ne reprend pas la totalité de nos interventions, vous donne néanmoins la mesure de la place primordiale que nous accordons à l'éducation et à la jeunesse dans les politiques que nous déterminons. J'ai déjà eu l'occasion de dire que les Côtes d'Armor devaient faire, dès aujourd'hui, le pari de l'intelligence et de l'innovation. Pour ma part, avec le Conseil général, je continuerai à mettre tout en œuvre pour donner aux jeunes Costarmoricains les moyens de gagner ce pari.

CLAUDY LEBRETON

Président du Conseil général des Côtes d'Armor



COUP DE CŒUR

COCO DE PAIMPOL, roi des légumes frais

Un jour de 1928, un marin débarquait à Paimpol avec quelques graines de haricot ramenées d'Amérique latine. Soixante-dix ans plus tard, le coco de Paimpol représente un volume annuel de 15 000 tonnes pour 2 000 hectares de surface cultivée. Le petit haricot blanc constitue surtout le "must" des amateurs de vrai cassoulet et a acquis des lettres de noblesse auprès des gourmets et des cuisiniers de France et de Navarre pour qui il est devenu le "roi des haricots".



Aujourd'hui, le coco est le seul légume frais français bénéficiant d'une AOC (appellation d'origine contrôlée, obtenue en 1998) et, depuis le 29 juillet, d'une AOP (appellation d'origine protégée, décernée au niveau européen).

Quand on connaît le véritable parcours du combattant auquel il faut se livrer pour décrocher de telles certifications, on mesure mieux l'ampleur du travail accompli par le Syndicat de défense du coco de Paimpol et son président Maurice Goarin : recherche collective de la qualité optimale, respect d'un cahier des charges de plus en plus rigoureux...

Maurice Goarin a mis à profit la Fête du coco, qui a attiré plus de 5 000 visiteurs le 15 août à Tréguier, pour annoncer la naissance prochaine d'une confrérie du Coco de Paimpol, à l'instar de son aînée la confrérie de la Coquille Saint-Jacques. Un moyen de mieux asseoir encore la notoriété du coco. Car le secret de la réussite passe aussi par une bonne communication, ce qu'a parfaitement compris le Syndicat des producteurs en lançant, cet été, une grande campagne dans les médias régionaux et nationaux.

RECENSEMENT 1999 Des chiffres encourageants

Les Côtes d'Armor accusaient, lors du précédent recensement en 1990, une perte de plus de 400 habitants. Les premiers résultats (provisaires) du recensement 1999 inversent nettement cette tendance. La population totale s'est accrue cette fois-ci de 3 400 habitants pour atteindre 541 800 Costarmoricains.

Cette augmentation est due, pour l'essentiel, à l'attractivité des pôles de Saint-Brieuc, Lannion et Lamballe alors que Guingamp, Loudéac et Dinan perdent des habitants. La situation démographique du centre-Bretagne reste la plus difficile. Ce ressaisissement départemental est attribué à l'attrait exercé par les Côtes d'Armor auprès des personnes et des foyers venus de l'extérieur (9 000 installations en dix ans), alors que, depuis les années 80, le renouvellement naturel de la population reste négatif (plus de décès que de naissances).

Notre magazine vous livrera prochainement une analyse plus détaillée des résultats de ce recensement.

NOUVEAU "Côtes d'Armor" en braille

Ça y est, il est sorti. "Il", c'est le magazine *Côtes d'Armor* en versions braille et sonore. Début juillet, le numéro 8 est arrivé en Côtes d'Armor sous la forme de 50 exemplaires en version braille et de 100 cassettes audio.

Cette initiative du Conseil général a été rendue possible grâce au concours de l'association "Donne-moi tes yeux" qui, depuis sa création en 1995, se bat pour l'accès à l'information des personnes aveugles et malvoyantes. Cette association considère, à juste titre, que cet accès est un facteur essentiel pour une vie plus autonome et une meilleure intégration dans la société.

Les Conseils généraux qui se sont lancés dans l'aventure avec "Donne-moi tes yeux" se comptent aujourd'hui sur les doigts d'une main. Nous sommes fiers d'en faire partie. Les personnes intéressées peuvent s'adresser à la Direction de l'information, de la communication et de la promotion du Conseil général. Tél. : 02 96 62 62 16.

35 HEURES 193 accords en Côtes d'Armor

Au 1^{er} juillet, 193 entreprises du département avaient signé avec leurs salariés un accord sur la réduction du temps de travail (loi Robien et loi Aubry). 13 % des salariés costarmoricains travaillent désormais au rythme des 35 heures hebdomadaires. Selon les organisations syndicales, 1 000 emplois ont ainsi pu être créés. De son côté, la Direction départementale du travail constate que les programmes d'embauches prévus dans le cadre de ces accords sont allés, dans certaines entreprises, bien au-delà des chiffres annoncés.

HIPPISME Promesses tenues

Pour sa deuxième édition, le Challenge de saut d'obstacles du Conseil général a tenu toutes ses promesses, tant sur le plan sportif qu'au niveau de l'affluence. À Plérin, Saint-Quay-Portrieux, au haras de Lamballe et à Saint-Cast-le-Guildo, à chaque fois, les compétitions ont déplacé les foules. C'est Laurent Le Vot qui s'est imposé à l'issue des six épreuves, devant Julien Daunat, premier Costarmoricain, et Patrick Gloaguen.

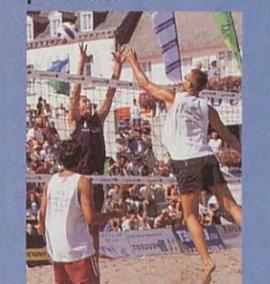
et le passage du Tour de France à la voile ont été pour Saint-Quay-Port d'Armor les deux événements phares de l'été. Sur la Solo, réservée aux jeunes skippers, le quincennat Gilles Favennec s'est



imposé. Il disposera pour la saison 2 000 d'un bateau et d'un budget en classe Figaro. Sur le Tour de France à la voile, le bateau Côtes d'Armor du Conseil général alignait 22 équipiers sélectionnés sur tout le département emmenés par Yann Eliès et Laurent Brégeon. Face à des équipages professionnels venus des quatre coins du globe, Côtes d'Armor termine 12^e sur 30. Une très belle performance !

BEACH-VOLLEY La fièvre du "beach"

L'Euro Beach-Volley Junior à Binic, les Estivales à Trestel, Binic, Erquy et Saint-Cast, et l'Open de Beach-Volley à Étables et Saint-Quay-Portrieux... le beach-volley a décidément le vent en poupe. Ces compétitions ont réuni des centaines de participants, amateurs et professionnels, et des milliers de spectateurs. Le beach tient désormais une place de choix dans les animations de l'été. Rendez-vous l'année prochaine.



VOILE Belles performances des équipages costarmoricains

Le final "la Solo Le Télégramme-Conseil général des Côtes d'Armor"

FRISSONS Offrez-vous le grand saut

Un voyage entre ciel et terre, c'est ce que vous propose le para-club d'Armor. Une simple visite médicale et quelques heures d'instruction vous permettront, dès l'âge de quinze ans, d'effectuer votre premier saut en parachute. Vous pourrez sauter soit en solo à 1 100 m d'altitude, soit en tandem, accroché à votre instructeur (3 500 m). Le para-club d'Armor vient de s'associer à une expérience bricochine qui, au travers du parachutisme, vise à aider des jeunes à se réinsérer. Ce sport contribue, en effet, à acquérir une plus grande confiance en soi. Renseignements : tél. : 02 96 35 07 83

TOURISME SCOLAIRE

Un nouveau label est né :
"Classes en Côtes d'Armor"

En France, les classes et les séjours de découverte ont souffert ces dernières années d'une certaine désaffection. En Côtes d'Armor, le Comité départemental du tourisme, l'Inspection académique et la Direction départementale de la jeunesse et des sports travaillent depuis déjà huit ans à l'accueil des scolaires. Le 31 août, Jean Gaubert, président du CDT et André Quintric, inspecteur d'Académie, présentaient à la presse le label "Classes en Côtes d'Armor". Les structures d'accueil ayant reçu ce label sont agréées par le ministère de la Jeunesse et des Sports et s'engagent à assurer l'encadrement des enfants, le programme pédagogique, la qualité de l'hébergement et de la restauration. Cette initiative va s'accompagner, dans toute la France, d'une campagne de promotion auprès de chefs d'établissements scolaires.

SOLIDARITÉ

Inauguration du centre de
la Solidarité départementale
Bernard-Lemarié

Le 12 juillet à Caulnes, les nouveaux locaux du centre de la Solidarité départementale Bernard-Lemarié étaient inaugurés par Claudy Lebreton, président du Conseil général, en présence de madame Bernard Lemarié, Jean Derrien, président de l'Œuvre d'hygiène sociale, Jean Gaubert, député et vice-président du Conseil général, Gérard Bertrand, conseiller général et Raymond Guyomarc'h, maire de Caulnes. Bernard Lemarié a été une personnalité marquante de la vie départementale : maire de Caulnes, conseiller général et président de la commission départementale, il a été sénateur des Côtes-du-Nord de 1959 à 1989, et, pendant longtemps, président de l'Œuvre d'hygiène sociale. Le centre qui porte son nom constitue un maillon parmi les dizaines d'autres qui composent le réseau de structures à vocation sociale et médico-sociale de la Direction de la Solidarité départementale du Conseil général. La Protection maternelle et infantile (PMI), l'insertion (notamment le RMI), l'action éducative (prévention, protection de l'enfance) et l'action sociale polyvalente sont les quatre principaux axes d'intervention du Conseil général dans le secteur de la solidarité. Au travers des douze circonscriptions de la Solidarité départementale, le Département – en partenariat avec la Caisse d'allocations familiales, les Œuvres d'hygiène sociales et la Mutualité sociale agricole – met ainsi à la disposition des Costarmoricains un large éventail de services et d'assistance à la personne et à la famille. L'action sociale et la solidarité constituent, avec 739 millions de francs en 1999, le plus gros poste budgétaire du Conseil général.

POLOGNE -
CÔTES D'ARMOR
Echanges de savoir-faire

"Nos amis polonais sont aujourd'hui aux portes de l'Europe. Ils sont en pleine mutation agricole et veulent profiter de notre savoir-faire pour se rapprocher d'un modèle européen à la fois productif et respectueux de l'environnement". En connaisseur, et pour être l'un des plus ardents animateurs des échanges entre les Côtes d'Armor et la Voïvodie (région) de Warmie et de Mazurie,

Jean Le Floc'h, vice-président du Conseil général, résume ainsi la motivation de la forte délégation polonaise venue participer, en juin dernier, à la Foire agricole de Guingamp. À cette occasion, une charte de jumelage a été signée entre la foire de Guingamp et celle d'Olsztyn, la ville capitale de la Mazurie.

SAISON TOURISTIQUE
Les vacanciers
au rendez-vous
malgré les intempéries

Le mauvais temps, des vacances scolaires tardives et des touristes qui, de plus en plus, raccourcissent leurs vacances d'été, auraient pu être fatals à la saison touristique 1999.

Or, ce ne fut pas le cas. Si le bilan de cette saison aura été géographiquement contrasté, les estivants français et étrangers étaient, malgré les circonstances, au rendez-vous.

Pour les séduire, le département avait mis en avant ses atouts. Outre son environnement et la richesse de son patrimoine, une myriade d'animations, de fêtes et de spectacles ont rythmé l'été costarmoricain : les Terre-Neuvas à Bobital, la Saint-Loup à Guingamp, les chants de marins à Paimpol, les médiévales de Moncontour, les vieux gréements à Ploumanac'h, le festival des Tertres à Saint-Goueno, le jazz à Langourla ou encore la fête du Lac à Mûr-de-Bretagne...

La liste des événements qui ont drainé des milliers de personnes aux quatre coins du département est longue. Les associations et les collectivités locales ont, une fois de plus, déployé des trésors d'imagination pour surprendre nos hôtes et les conforter dans l'idée que, décidément, ça bouge en Côtes d'Armor.

La vie
économiqueENTREPRISES
DU BÂTIMENT
Un net regain
d'activité

Les entreprises costarmoricaines de BTP, qui représentent environ 8 000 emplois, affichent une certaine satisfaction après plusieurs années de crise. L'embellie économique, une série de mesures fiscales avantageuses (en attendant, les premiers effets de la baisse de la TVA sur les travaux), ont suscité une nette augmentation des permis de construire : 403 en juin 1999 contre 214 en juin 1998.

TÉLÉCOMS
Siemens investit
en Côtes d'Armor

Le 2 juillet à Lannion, Marylise Lebranchu, secrétaire d'État aux PME-PMI, au commerce et à l'artisanat, a inauguré, en présence notamment d'Alain Gouriou, député-maire de Lannion, et de Michel Robin, p-dg de Siemens-France, le centre de recherche et de développement international de Siemens-Telecom. Un centre où travaillent déjà 26 ingénieurs et qui comptera une centaine de chercheurs dès l'an prochain. Le groupe allemand a investi plus de 100 millions de francs dans cette implantation.

EMPLOI
Nouvelle baisse
du chômage

Fin juin, le département des Côtes d'Armor comptait 19 659 demandeurs d'emploi, soit une baisse de 2,5% par rapport au mois précédent. Le chômage touche encore

11,2% de la population active du département, un taux très légèrement supérieur à la moyenne bretonne (11,1%). Les catégories les plus touchées sont les femmes (54,9% des demandeurs d'emploi) et les personnes âgées de plus de 49 ans, ces dernières étant particulièrement touchées par le chômage de longue durée.

AGROALIMENTAIRE :
2 150 créations
d'emplois en 1998

Ce secteur continue d'être la locomotive de l'emploi en Bretagne et particulièrement dans les Côtes d'Armor. Avec +9,3% d'emplois, notre département réalise le meilleur score de la région. Seule ombre à ce baromètre de l'agroalimentaire breton : la perte de 170 emplois dans le secteur de la transformation du poisson.





CONSEIL GÉNÉRAL

Des services de proximité

Non, l'implantation géographique du Conseil général ne se limite pas à Saint-Brieuc. À Lannion, Guingamp, Loudéac et Dinan, des correspondants vous accueillent, vous informent et vous aident dans toutes vos démarches relatives aux multiples domaines d'intervention du Département.

Responsable au sein du Conseil général de l'antenne de Loudéac depuis sa création en août 1996, Florence Le Guen s'est installée l'an dernier dans les bureaux spacieux et accueillants de la Maison du Développement, boulevard de la Gare. Florence fait partie de l'équipe des correspondants du Conseil général chargés, à Lannion, Guingamp, Loudéac et Dinan, de faciliter l'accès des usagers au Conseil général, ainsi que de simplifier et d'orienter leurs démarches, tout en expliquant son fonctionnement. «*Nos missions sont très variées, précise Florence, elles vont du simple renseignement aux particuliers à la rédaction de synthèses sur les politiques du Conseil général pour les élus locaux. La priorité pour nous est d'éviter à un grand nombre de personnes de se déplacer jusqu'au siège du Conseil général à Saint-Brieuc. Nous leur proposons ici toute l'information nécessaire, en les aidant même à constituer leurs dossiers de demandes d'aides ou de subventions ou en réorientant leurs démarches lorsqu'ils ne savent pas très bien à qui s'adresser.*»

Le public est constitué en majorité de jeunes qui viennent remplir des dossiers de demandes d'allocations ou de prêts afin de poursuivre leurs études supérieures ou encore de compléter

une formation à l'étranger (prime à la mobilité), des domaines où le Conseil général est particulièrement actif. De même, l'antenne sert, entre autres, de point d'information et de constitution de dossiers pour l'obtention de prêts complémentaires auprès de la caisse départementale d'aide à la construction. En revanche, les démarches à caractère social se traitent auprès des bureaux des circonscriptions d'action sanitaire et sociale mis en place par le Conseil général.

«*Nous sommes également à la disposition des élus locaux pour toutes sortes d'informations et pour l'instruction de dossiers de demandes de subventions ou de financements pour des projets en rapport avec les très nombreux domaines d'intervention du Conseil général. Il en est de même pour les responsables associatifs qui viennent solliciter des aides du Département.*»

Mais ces actions d'accompagnement des collectivités, associations et particuliers ne doivent cependant pas occulter le fait que les antennes ont également été créées pour informer le public et l'aider à mieux cerner le rôle du Conseil général.

Dinan

17, rue Michel
BP : 422 - 22107 Dinan
Tél. : 02.96.39.64.17
De 8 h à 12 h et de 13 h à 17 h.

Lannion

Allée du Tribunal
BP : 413 - 22305 Lannion
Tél. : 02.96.46.36.53
De 9 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30.

Loudéac/Saint-Brieuc

Du lundi au jeudi,
Maison du Développement
6, boulevard de la Gare
22600 Loudéac
Tél. : 02.96.28.11.01 -
De 8 h 45 à 12 h 15 et de 13 h 15 à 17 h
Le vendredi (mêmes horaires) :
Hôtel du Département
BP : 2371 - 22023 Saint-Brieuc Cedex 1
Tél. : 02.96.62.62.22.

Guingamp

36, rue du Maréchal-Joffre
BP : 222 - 22205 Guingamp Cedex
Tél. : 02.96.46.36.53
De 8 h à 12 h et de 13 h à 17 h.



VOYAGE AU CŒUR des collèges

Ils sont plus de 28 000 jeunes Costarmoricains à avoir repris le chemin des collèges, publics et privés. Des collèges qui, en quelques années, ont beaucoup changé et n'ont plus grand-chose à voir avec les austères établissements des années 70. Les lois de décentralisation qui ont fait passer en 1986 nos 47 collèges publics sous la responsabilité du Conseil général y sont pour quelque chose. Et le Conseil général n'est pas au bout de ses projets... Pour mieux s'en rendre compte, un petit voyage s'imposait dans les collèges publics de notre département.



Nouvelles technologies : une longueur d'avance

L'année scolaire 1999-2000 sera marquée par l'intensification des équipements en nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) par le Conseil général dans les collèges. La décision de connecter tous les établissements au réseau Internet a été prise par l'assemblée départementale en 1998. Chacun des quarante-sept collèges publics a été doté de 100 000 francs de matériels multimédia (soit trois postes). Une enveloppe prévisionnelle de plus de 5 millions de francs de subventions a également été prévue pour l'achat de postes informatiques supplémentaires d'ici à 2001.

L'objectif était à la fois de fournir des ordinateurs, de les connecter au réseau et de former les enseignants à ce nouvel outil. Pour l'atteindre, dix-sept emplois-jeunes ont été recrutés directement par

les services du Conseil général. Répartis sur six "collèges ressources", ces "initiateurs aux nouvelles technologies" assurent leur mission de formation et d'assistance dans l'ensemble des établissements. Dans un premier temps, l'accès à Internet a été contingenté selon les âges des élèves : les plus âgés y avaient plus accès que les jeunes. Cette année, enseignants et chefs d'établissements comptent bien créer leurs propres sites Web et concrétiser des projets impliquant un nombre plus important de collégiens. Parallèlement, le Département, toujours dans le cadre de sa politique de développement NTIC, a mis en place un important dispositif de subventions aux écoles primaires et aux collèges privés.

Dans ce domaine, les Côtes d'Armor font figure aujourd'hui de département pilote en France.

«Pouvoir offrir à nos élèves la possibilité de s'ouvrir sur le monde, c'est essentiel»

Le collège est composé d'une aile ancienne classée à l'inventaire des Monuments historiques, et d'une aile moderne, construite par le Conseil général en 1991. À cette occasion, l'ensemble de l'établissement a été câblé et doté d'un circuit vidéo qui nous permet aujourd'hui d'être un site agréé par le CNED (Centre national d'éducation à distance) pour le télé-enseignement. Nous sommes également un collège pilote sur le plan de l'équipement informatique. Nous avons été parmi les premiers à nous équiper et nous sommes maintenant, avec Internet, à l'heure du multimédia. Grâce à l'instauration d'un programme de formations et à l'installation d'équipements informatiques par le Département, de plus en plus d'élèves vont avoir l'occasion de travailler sur le Net. Notre CDI est aussi équipé en informatique. Il représente un centre de ressources très performant pour les collégiens.

Voilà des outils essentiels pour un collège comme le nôtre, qui a pris le parti de s'ouvrir sur le monde. Nous avons ouvert deux sections européennes et sommes jumelés avec le collège Le Mao, à Vinh au Vietnam. C'est ainsi qu'en avril douze élèves se sont rendus sur place pour apporter des livres, des médicaments, et repeindre une classe de français. C'est le deuxième voyage de jeunes organisé dans le cadre de l'association Roger Vercelet Vietnam grâce au soutien financier et aux accords de coopération décentralisée du Conseil général.

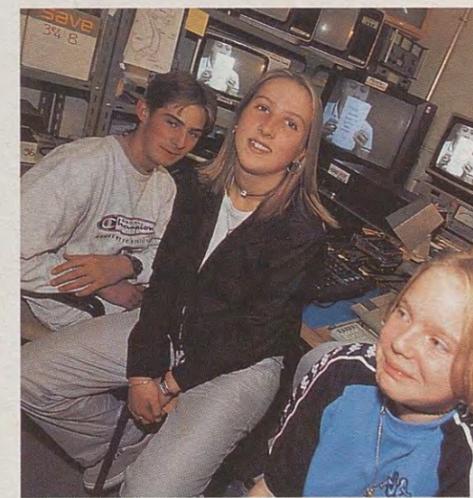
MARCEL BIDAN, PRINCIPAL DU COLLÈGE ROGER VERCELET À DINAN



«Nous avons conscience d'être bien équipés, mais on ne nous responsabilise pas assez»

Marina est en quatrième au collège Roger Vercelet. «Ce que je préfère ici, c'est travailler sur Internet. J'ai hâte d'être en troisième pour y avoir plus souvent accès. Le collège a d'ailleurs en projet la création d'un site. Autrement, c'est grâce aux cours de maths en salle informatique et aux postes installés dans le CDI que j'ai appris à me servir d'un ordinateur. Globalement, les conditions de vie et d'étude sont bonnes. Le collège est agréable et nous avons conscience d'être à un bon niveau. Mais ce qu'il faudrait changer ne se situe pas sur un plan matériel. Je crois que ce dont nous avons le plus besoin aujourd'hui, c'est qu'on nous responsabilise un peu plus en tant qu'individus...»

MARINA, 15 ANS, COLLÈGE ROGER-VERCELET À DINAN



Le Conseil général et les collèges

Depuis le 1^{er} janvier 1986, dans le cadre des lois de décentralisation, les Conseils généraux se sont vu confier la responsabilité matérielle des collèges. L'État, par le biais du ministère de l'Éducation nationale, a conservé sa mission de service public d'éducation et la gestion du personnel. Les départements ont, quant à eux, repris tout le reste à leur charge : la construction et l'entretien des bâtiments, l'achat d'équipements et environ les deux tiers des frais de fonctionnement.

Un état des lieux dressé par le Conseil général dès 1986 parvient à la conclusion que le parc des collèges costarmoricains est dans un état globalement insatisfaisant. Nos élus départementaux votent alors un premier plan de remise en état des collèges qui s'élève à 120 millions de francs d'investissements sur 5 ans.

Treize ans plus tard, ce sont plus de 320 millions de francs qui ont été consacrés par le Conseil général à la réhabilitation, à l'extension et à la construction d'établissements. De l'aveu unanime des enseignants et des chefs d'établissements qui ont vécu ces travaux, nos

collèges offrent aux élèves un cadre de vie et des conditions d'études considérablement améliorées.

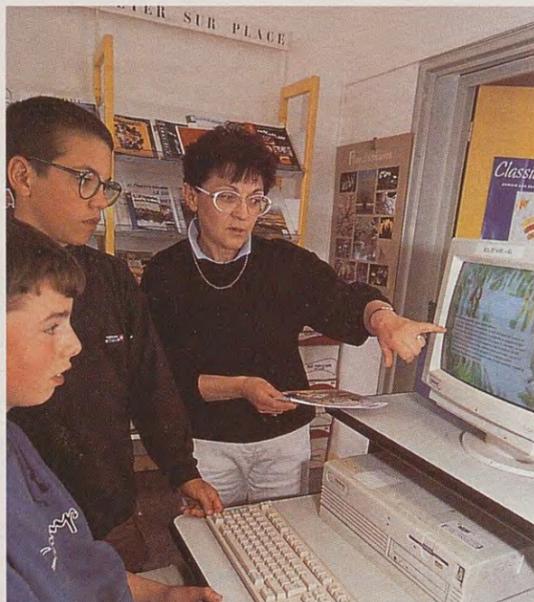
Au-delà de l'amélioration de la qualité et de la fonctionnalité des bâtiments, le Conseil général s'est aussi attaché à mettre à la disposition des collégiens et des enseignants un large éventail d'outils et de matériels pédagogiques qui ont permis «de passer, en quelques années, d'un collège "école" à un collège ouvert sur de nouvelles pratiques et sur son temps» selon la formule de l'inspecteur d'académie André Quintric. Les actions menées par le Département telles que l'informatisation, l'amélioration des CDI*, l'introduction des nouvelles technologies de communication (accès à Internet) et l'aide aux activités périscolaires y sont pour beaucoup.

D'une première phase où le bâti était, urgence oblige, au centre de la politique départementale des collèges, nous sommes aujourd'hui entrés dans une seconde phase dont la vie de l'élève, sa réussite scolaire et son épanouissement constituent l'axe prioritaire.

* Centres de documentation et d'information

CHANTIERS D'ÉTÉ

En juillet dernier, dès le départ des élèves en vacances, de nombreux collèges costarmoricains ont pris des allures de chantiers. Quoi de plus normal lorsque l'on sait que le Département a voté 33,8 millions de francs d'investissement dans les collèges pour 1999. Quinze millions sont consacrés à de grosses opérations parmi lesquelles on citera la réfection du gymnase à Racine (Saint-Brieuc), la restructuration du collège de Matignon, la rénovation des cantines à Lanvignec (Paimpol) et Broons, l'aménagement d'un nouveau CDI à Lamballe, d'une nouvelle salle de technologie à Beaufeuillage (Saint-Brieuc) et la construction d'abris-auvents à



Pléneuf-Val-André, Mûr-de-Bretagne, Racine et Jean-Macé (Saint-Brieuc). Pour le reste, à savoir 18 millions, il s'agit de travaux de maintenance des bâtiments : peinture, couverture, électricité, chauffage, etc.

MOINS DE COLLÉGIENS, PLUS DE MOYENS

On observe en Côtes d'Armor un contraste entre des effectifs scolaires en constante diminution, pour cause de baisse de la natalité, et une qualité de vie pédagogique sans cesse améliorée. Ainsi, alors que les collèges publics ont "perdu" plus de 3 600 élèves en 12 ans, les subventions de fonctionnement du Conseil général ont augmenté, sur la même période, de 47 %.

	1986	1998	Evolution
Collèges publics :	22 130	18 482	- 16 %
Collèges privés :	13 698	9 908	- 27 %

«Je veux maintenant privilégier la création de notre site Internet»

En quelques années, le collège a considérablement changé grâce à la stabilité d'une équipe dynamique et à l'amélioration de tous les aspects matériels de l'établissement. Pour le CDI, j'ai toujours demandé des équipements de qualité, donc chers, et je les ai obtenus, notamment en matière de logiciels pédagogiques que les élèves utilisent souvent. Nous travaillons beaucoup sur support informatique : les CD-Rom ou le réseau Internet sont utilisés lors de séquences suivies qui concernent toutes les classes ou lorsque les élèves se présentent spontanément. Chaque midi, j'ai toujours entre cinquante et soixante élèves au CDI. Ce que je veux privilégier maintenant, c'est la création de notre site Internet.

MARTINE JOYEUX, PROFESSEUR DOCUMENTALISTE, RESPONSABLE DU CDI AU COLLÈGE DE PLÉRIN



«Les élèves de SEGPA sont de très gros utilisateurs de multimédia»

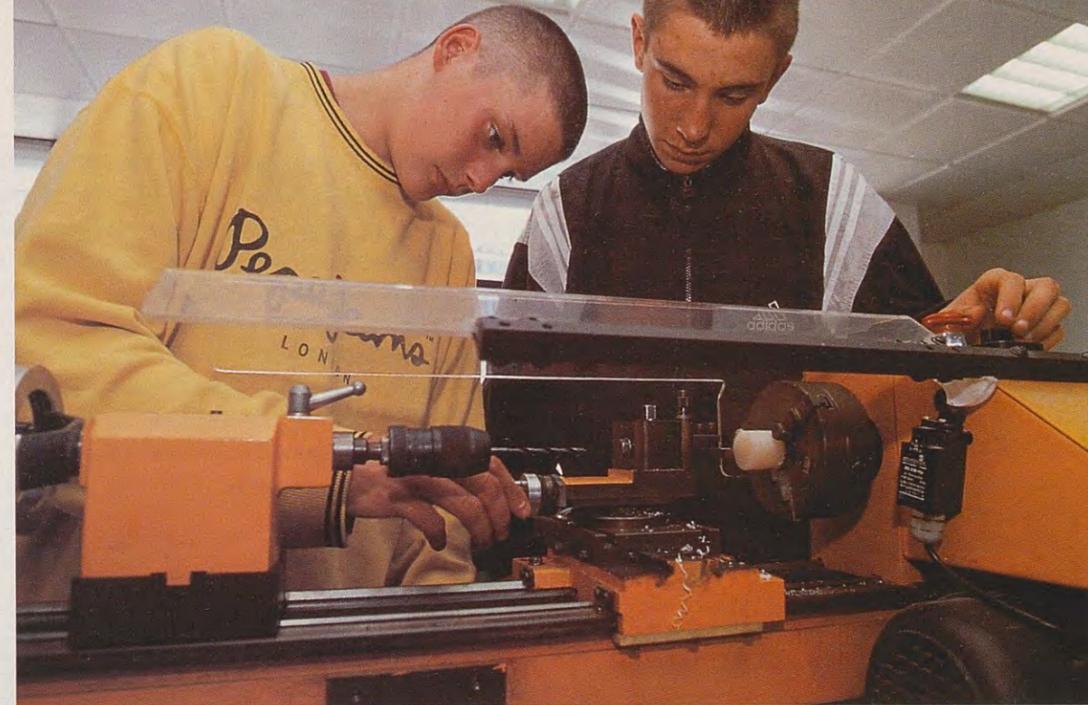
La section d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA) du collège Roger-Vercel regroupe une centaine d'élèves sur les 700 que compte le collège. «Il ne s'agit pas de classes à part», précise son principal adjoint, Arnaud Goubert, qui dirige la SEGPA. «Ils ont des cours en commun avec les sections d'enseignement général et sont des utilisateurs très intensifs des outils multimédia. Ils travaillent sur ordinateur au moins huit heures par semaine. C'est pour eux un outil pédagogique essentiel, d'autant que nous disposons de matériel performant. Bientôt, nous aurons un ordinateur par classe, et mes élèves auront accès à Internet.»

ARNAUD GOUBERT, PRINCIPAL ADJOINT DU COLLÈGE ROGER-VERCEL

TRANSPORTS SCOLAIRES: SUR LE CHEMIN DES ÉCOLIERS

L'existence d'un dispositif performant de transports constitue, au-delà du simple service public, un élément déterminant de la fréquentation des collèges ruraux. En 1999, le Conseil général y a consacré 90 millions de francs pour l'ensemble de la population scolaire. Les 450 circuits scolaires du réseau départemental transportent, chaque jour, 16 200 élèves. Soixante circuits spécifiques fonctionnent exclusivement pour les jeunes handicapés. Le Département subventionne également le transport des 6 600 élèves qui empruntent des lignes régulières de cars et de trains.

Pour une famille, le prix annuel maximal de la vignette départementale de transport scolaire était de 776 francs par enfant pour l'année scolaire 98/99. Ce prix ne représente que 20 % du coût réel, les 80 % restant étant pris en charge par le Conseil général.



Au cœur du monde rural

Avec ses deux cents élèves, le collège de Bourbriac est l'un des plus petits du département. Ici, l'attachement de toute une communauté – élèves, enseignants, parents – au collège permet de mieux appréhender le rôle social des collèges ruraux.

«Reconnaissons que beaucoup a été fait, même si tout n'est pas encore parfait»

Ce n'est pas parce que Bruno Montfort, professeur de technologie à Bourbriac, a pris livraison au printemps dernier d'une salle de cours flambant neuve, qu'il n'a plus rien à dire sur la vie du collège. «Je crois que les vingt et un enseignants et les deux cents élèves de Bourbriac n'ont pas à se plaindre de leurs conditions de travail. La particularité d'un collège rural, c'est la possibilité, pour nous, d'avoir des contacts faciles et fréquents avec les parents. Cela nous permet d'assurer un suivi des élèves réellement personnalisé. Mais nous souffrons, comme beaucoup de petits établissements ruraux, des postes partagés. Certains d'entre nous doivent assurer leurs cours dans plusieurs collèges des alentours, ce qui peut poser un problème d'investissement personnel. Concernant les locaux, reconnaissons que le Conseil général fait beaucoup, même s'il reste encore des salles défraîchies ou des choses à revoir.»

BRUNO MONTFORT, PROFESSEUR DE TECHNOLOGIE, BOURBRIAC



«Ici, tout est mis en œuvre pour assurer notre réussite»

Surya, parisienne, est arrivée à Bourbriac à la rentrée 98/99 "pour cause de redoublement". En un mot, ses parents, devant ses difficultés scolaires, ont décidé de l'envoyer redoubler sa quatrième dans la famille, à Bourbriac. «Au début, ça a été un peu difficile. J'avais l'impression d'être nulle en tout et que les autres me regardaient bizarrement. Mes parents avaient décidé de m'envoyer ici en pensant que je pourrais prendre un nouveau départ sur le plan scolaire.» «C'est ce qui s'est passé, précise le principal Christian Mériaux. Les résultats de Surya ont très vite progressé et elle s'est très bien intégrée à la vie de notre collège. Elle est d'ailleurs devenue la représentante des élèves au conseil d'administration.» «Ici, c'est plus convivial que dans un collège parisien, poursuit Surya. Il n'y a pas de violence, les profs écoutent les élèves, on nous conseille vraiment pour l'orientation. Je me suis retrouvée dans une classe de vingt-deux élèves alors que nous étions plus de trente à Paris... maintenant, je veux finir mon collège à Bourbriac. En tout cas, on ne peut pas reprocher au collège de ne pas tout mettre en œuvre pour nous assurer notre réussite.»

SURYA, 16 ANS, BOURBRIAC

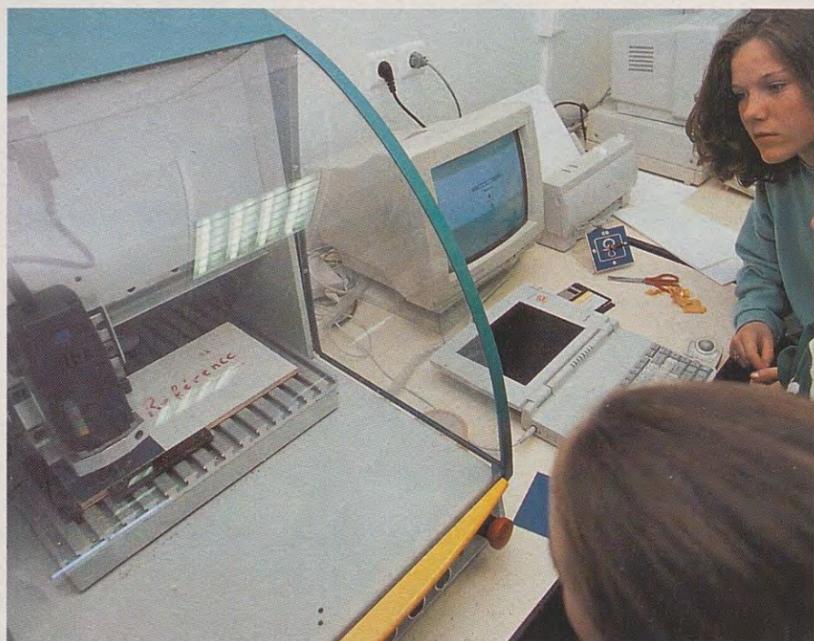


«Nous disposons d'un outil pédagogique de dimension humaine et de qualité»

Si je me suis investi dans une association de parents d'élèves, c'est d'abord parce que le collège n'est pas un lieu quelconque où je dépose mes deux filles chaque matin. Je veux comprendre comment il fonctionne. Pour de nombreux parents encore, le rôle de l'association se limite à soutenir financièrement les projets de sorties ou certaines activités. Très peu d'entre eux savent comment fonctionne réellement un collège. Ils ignorent également que c'est le Conseil général qui finance les investissements et une partie du budget de fonctionnement. Ici, le collège et le groupe scolaire attenant consti-

tuent un organe vital de la vie sociale. Supprimez-les et Bourbriac subira une hémorragie de sa population. Nous disposons d'un outil éducatif de dimension humaine et de qualité. Les contacts avec les enseignants sont riches et fréquents. Les bâtiments se modernisent – on vient d'inaugurer la nouvelle salle de technologie – et le niveau scolaire me semble tout à fait bon. Parfois, cependant, un réel manque de moyens se fait sentir, en particulier pour les langues étrangères : le choix risque en effet de se réduire d'année en année, faute d'un nombre suffisant d'élèves. Pour l'allemand, par exemple, nous sommes actuellement aux quotas minimaux... un élève de moins, et l'option sera supprimée... Pour le reste, le travail de l'association est utile. Nous avons, par exemple, demandé avec le principal Christian Mériaux, un auvent pour que les élèves puissent s'abriter à l'extérieur. Le Conseil général l'a programmé et il devrait être opérationnel courant 2000.

EKHART SPIEDEL, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES PARENTS D'ÉLÈVES FCPE DU COLLÈGE DE BOURBRIAC.



Points de vue

ANDRÉ QUINTRIC, INSPECTEUR D'ACADÉMIE

«En Côtes d'Armor, les collèges évoluent vite et dans le bon sens»

La décentralisation de 1986 a permis de rapprocher les décideurs des usagers. Le dialogue a été plus direct et les réponses mieux adaptées, notamment au niveau du Conseil général. À l'Éducation nationale, nous avons déjà cette culture du partage des compétences, avec les communes, pour les écoles primaires. Le collège du troisième millénaire doit être le collège de tous et de chacun. Ce sera l'aboutissement d'un lent processus commencé il y a plus de vingt ans. Nous sommes passés, en quelques années, d'un collège "école" à un collège beaucoup plus ouvert sur d'autres pratiques. L'enseignement, autrefois uniquement basé sur la transmission du savoir, s'appuie de plus en plus aujourd'hui sur la construction d'apprentissages, grâce aux nouvelles technologies. Sur le plan pédagogique, mais aussi social et économique, le collège a évolué pour être plus en phase avec son temps.



Lorsque nous avons voulu développer l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication,

nous nous sommes naturellement tournés vers le Conseil général qui nous a dit : «Oui, on le fait, et on le fait tout de suite.» Il en a été de même pour la modernisation des salles de technologie et des CDI. On peut dire qu'en Côtes d'Armor, parce que les équipements constituent une réponse aux besoins de l'action éducative, les choses vont vite et dans le bon sens. Enfin, l'existence des collèges de proximité constitue un facteur important d'aménagement du territoire. Aujourd'hui, tous les collèges des Côtes d'Armor sont viables. Mais notre situation ne veut pas dire qu'il ne faut pas réfléchir, dès maintenant, à l'avenir des établissements ruraux.

MICHEL LESAGE, VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION ÉDUCATION, FORMATION, JEUNESSE.

«Une hausse conséquente de nos investissements au service de la qualité de vie et d'études des collégiens»



Les collèges, au même titre que l'ensemble des structures d'enseignement

et de formation, constituent, pour nous, des éléments essentiels à l'équilibre des territoires costarmoricains. Nous avons démontré dans ce département que de petites structures rurales pouvaient, à condition qu'on leur en donne les moyens, donner au plus grand nombre d'enfants la possibilité de réussir leurs parcours scolaires. Depuis 1986, le Conseil général a réalisé des efforts considérables pour restructurer, agrandir et moderniser les collèges. Les résultats de cette politique sont aujourd'hui appréciés par les élèves et les enseignants. Je m'en rends compte moi-même au cours de mes visites régulières dans les établissements.

Mais tout n'est pas parfait. Il reste encore des améliorations à apporter...

Nous sommes conscients que nous pouvons encore mieux faire, notamment pour optimiser le confort des élèves au sein du collège avant, pendant et après les cours. La construction de préaux-auvents, l'aménagement de foyers et de salles polyvalentes, la poursuite de la modernisation des CDI, véritables centres de ressources vivants et interactifs qui enrichissent considérablement la vie du collégien, tels sont les axes prioritaires de nos investissements pour les années à venir. Le Conseil général a accepté de programmer pour cela une hausse sensible des investissements : 170 millions de francs sur cinq ans. Ils sont à la mesure de nos ambitions.

Enfin, l'entrée en force d'Internet et du multimédia dans les collèges,

avec le recrutement de dix-sept emplois-jeunes spécialisés en NTIC illustre bien notre volonté d'avoir des collèges en phase avec les dernières évolutions technologiques afin que tous les collégiens se familiarisent avec la maîtrise d'un outil de communication universel. C'est pour eux un atout de poids, et je ne cache pas notre fierté de voir que nous sommes un des premiers départements français dans ce domaine.

TRAVAUX DANS LES COLLÈGES PUBLICS PROGRAMMÉS PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL POUR 2000- 2004

Programme d'investissements : 170 millions de francs sur cinq ans (+ 28 % par rapport aux cinq années précédentes).

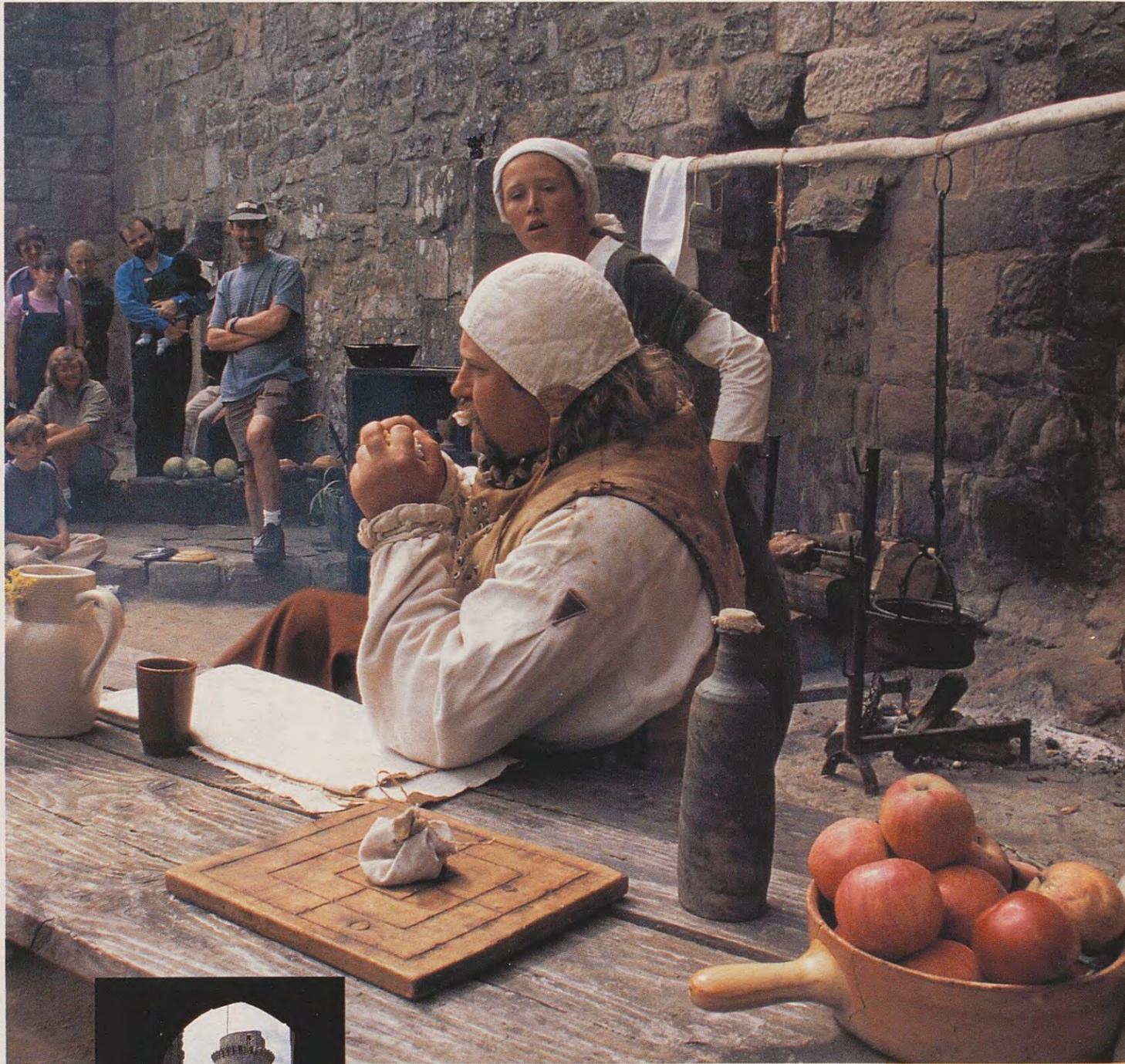
Les priorités :

- **réhabilitation lourde des collèges les plus anciens,**
- **modernisation de la vie pédagogique et scolaire (centres de documentation et d'information, salles multimédia, abris et préaux, gymnases, foyers, etc.),**
- **entretien et maintenance du patrimoine.**

Les actions concernant le fonctionnement des collèges :

- **dotations de fonctionnement aux établissements. 21,7 millions de francs en 1999,**
 - **réseau de transports scolaires,**
 - **actions de démocratisation de la vie scolaire (aide aux familles en difficulté),**
 - **promotion des nouvelles techniques d'information et de communication NTIC : 3,2 millions de francs en 1999,**
 - **subventions aux associations périscolaires, fonds d'aide à l'initiative.**
- Aides à l'enseignement privé en 1999 :**
- **950 000 francs pour des travaux de sécurité,**
 - **11,2 millions de francs en fonctionnement.**



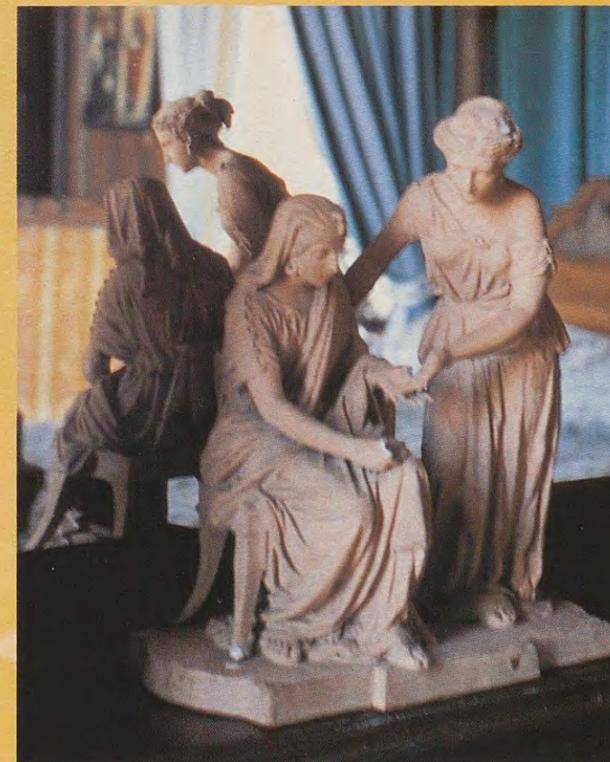


CHÂTEAU DE KERGRIST,
22 300 PLOUBEZRE,
TÉL. : 02 96 38 91 44.



La vie de château

Au détour d'une route ou d'un chemin émerge, souvent abrité des regards, un château... Aux quatre coins de notre département, ces demeures nous parlent. Ne pas les rencontrer ou ne pas désirer pénétrer ces enclaves, c'est méconnaître une partie de notre héritage culturel et social. Pour leurs styles différents, leurs parcs, leur beauté, nous avons mis l'accent sur quatre d'entre eux. Bien que des lignes et des pages auraient pu être écrites sur ces demeures, laissons la place au rêve, à l'imagination et à la découverte.

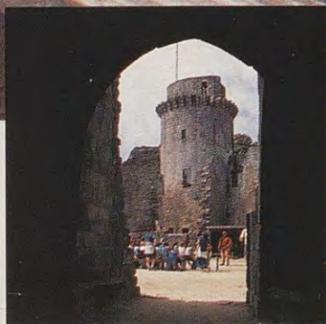


Kergrist ou le mélange des styles

Voisin de Rosanbo (voir p. 18), le château de Kergrist n'a que la proximité en comparaison. Manoir breton traditionnel des XV^e et XVI^e siècles, Kergrist attendra le XVIII^e siècle avant de se voir attribuer la dénomination de château.

Cette demeure a plusieurs visages et possède plusieurs styles composites donnant l'impression de découvrir plusieurs châteaux à la fois. Bordé par quatre hectares de jardins à la française, avec terrasses et espaliers, le domaine de Kergrist doit son salut à Charles Huon de Penanster, premier du nom, qui ordonna d'importants travaux dès 1860.

Aujourd'hui, Régis Huon de Penanster, l'actuel propriétaire, se bat pour offrir aux visiteurs une part de son patrimoine, qu'il souhaite avant tout faire connaître et aimer.

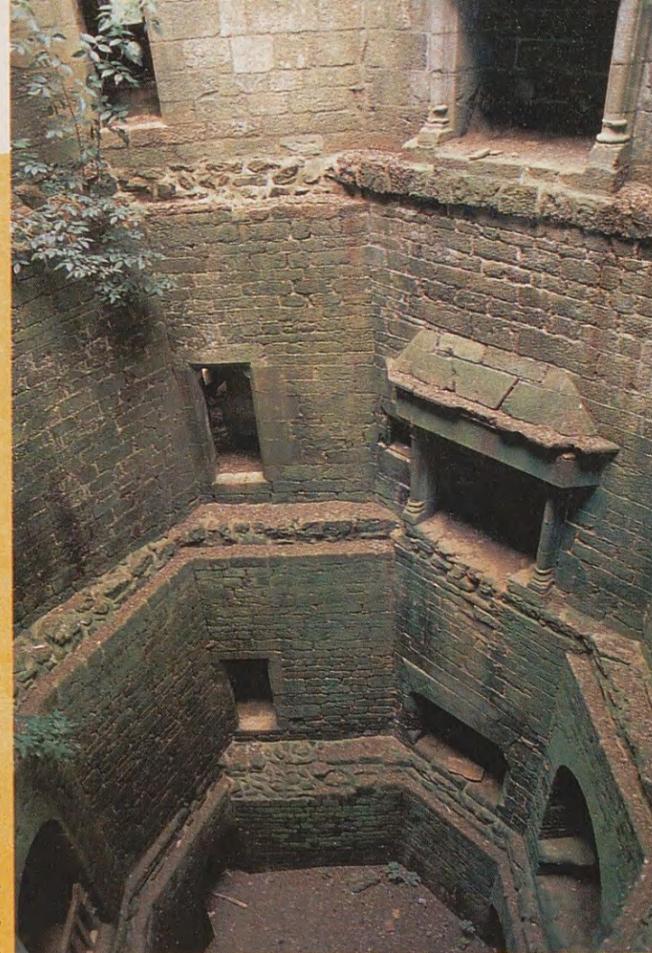


Propriété de l'État, le château de la Hunaudaye (photos) fait figure d'exception car la plupart des autres sites sont des propriétés privées. Animés grâce au dynamisme d'associations ou de leurs propriétaires, nos châteaux ont une histoire à raconter. Méconnu des Costarmoricains, ce patrimoine, bon an mal an, ouvre ses portes, se fait restaurer et embellir pour diffuser des souvenirs et les traces du temps passé.



La Hunaudaye, le moyenâgeux

Le château de La Hunaudaye est l'un des rares châteaux forts des Côtes d'Armor. Au Moyen Âge et sous la Renaissance, il appartenait aux Tournemine qui mêlèrent leur forteresse aux grandes étapes de l'histoire de la Bretagne. C'est ce que veut faire revivre aujourd'hui l'association qui a en charge l'avenir et le développement touristique d'un domaine qui est classé monument historique depuis 1922 et appartient à l'État depuis 1950. C'est grâce à d'excellentes visites animées que l'on foule une partie de son histoire. Niché dans une cuvette, La Hunaudaye, dont les douves sont toujours remplies d'eau, reste un témoin de la société féodale en pays breton.

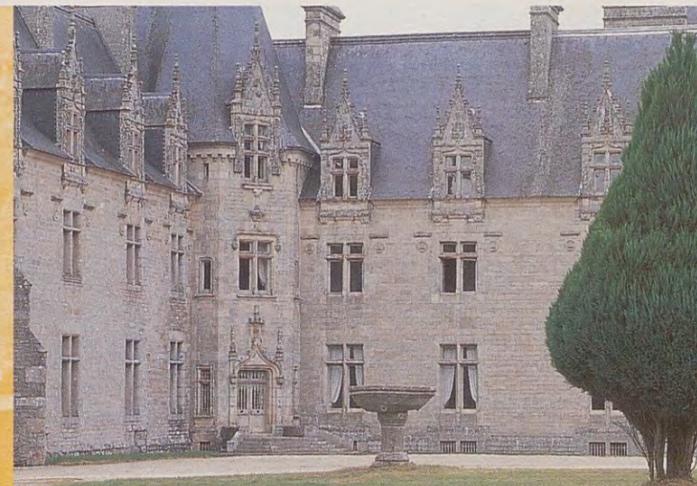


CHÂTEAU DE LA HUNAUDAYE
22 270 PLÉDÉLIAC
TÉL. : 02 96 34 82 10

Rosanbo, l'un des plus visités

Le château de Rosanbo est situé au cœur du Trégor, à une portée de Lannion, sur la commune de Lanvellec. Encore habité par la marquise et le marquis de Rosanbo, il s'impose comme une force tranquille dans la campagne trégoroise. Le domaine a été édifié à la fin du XVI^e siècle et au début du XVII^e siècle. On le doit à Louis Le Pelletier, conseiller au parlement de Paris, et à sa très jeune épouse, Geneviève de Coskaër – une enfant du pays. Rosanbo est construit sur les ruines et les fondations d'un ancien château fort. Il domine une vallée imposante et vierge de toute circulation. Quand il y pénètre, un calme et une sensation de fraîcheur envahissent le visiteur. Les jardins ont été dessinés par le célèbre Achille Duchêne, qui réalisa là son seul parc en Bretagne. Madame la marquise Brigitte de Rosanbo, styliste de son métier, y apporte une touche de rêve et de plaisir de la table pour un voyage dans le temps. La bibliothèque aux huit mille volumes de Claude Le Pelletier, ministre de Louis XIV, en fait l'un des châteaux les plus visités de Bretagne.

CHÂTEAU DE ROSANBO
22 420 LANVELLEC
TÉL. : 02 96 35 18 77



Beaumanoir, un brin victorien

En 1400, Olive de Beaumanoir et son époux Jean IV du Perrier, seigneur de Quintin, firent construire le château de Beaumanoir. Ce domaine a pour particularité d'avoir toujours été transmis par les femmes. Ce n'est qu'à la fin du XIX^e siècle, que le comte et la comtesse Henri de Saint-Pierre commencèrent la restauration et firent édifier d'importants communs en s'inspirant des domaines anglais de l'époque victorienne.

Avec ses serres et son potager d'un hectare entièrement clos, ce domaine était destiné à une vie en autarcie, mettant ainsi en valeur les principes d'hygiène et d'organisation du travail de l'époque. Beaumanoir, par son style et sa classe, sert de temps à autre à des décors de film. *Tess* et *le Seigneur du château* y ont notamment été tournés.

Le comte et la comtesse de Saint-Pierre, descendants directs du comte Henri et de son épouse et actuels propriétaires, y perpétuent le sens de l'accueil et l'ouverture d'esprit propres aux habitants du château. Ils l'ouvrent au public en y ajoutant leur passion pour l'art contemporain. Andy Warhol, Milton Resnik, Kupka ont, entre autres, été exposés.

CHÂTEAU DE BEAUMANOIR, LE LESLAY, 22 800 QUINTIN, TÉL/FAX. : 02 96 79 67 73



N'OUBLIEZ PAS LES AUTRES CHÂTEAUX...

La plupart de ces châteaux sont ouverts au public tout au long de l'année mais pas forcément tous les jours de la semaine. Il est vivement conseillé de téléphoner avant de se déplacer.

CHÂTEAU-MUSÉE DE DINAN

Ensemble fortifié (du XIII^e au XV^e siècle).
Musée d'Art et d'Histoire.
Tél. : 02 96 39 45 20.

CHÂTEAU DE HAC, LE QUIOU

Résidence de chasse des ducs de Bretagne (du XIV^e au XV^e siècle).
Tél. : 02 96 83 43 06.

BIENASSIS À ERQUY

Château fortifié (du XV^e au XVII^e siècle).
Jardins à la française.
Tél. : 02 96 72 22 03.

CHÂTEAU DE TONQUÉDEC

Ruines féodales dominant la vallée du Léguer.
Tél. : 02 96 47 18 63.

FORT LA LATTE À FRÉHEL

Forteresse surplombant la mer (du XIV^e au XVII^e siècle).
Tél. : 02 96 4140 31 / 02 99 30 38 84.

CHÂTEAU DE LA TOUCHE-TRÉBRY À TRÉBRY

Demeure seigneuriale (XV^e siècle), douves et enceinte fortifiée.
Tél. : 02 96 42 79 55.



LA ROCHE-JAGU À PLOËZAL

Propriété du Conseil général. Château du XV^e siècle et parc de 30 hectares entièrement restaurés, surplombant la vallée du Trieux. Exposition Mémoires d'âmes 20 ans d'archéologie en Côtes d'Armor. Ouvert toute l'année.
Tél. : 02 96 95 62 35.

KER SAINT-ELOY À GLOMEL

Manoir breton (18^e). Extérieur seulement.
Tél. : 02 96 29 60 47.

CHÂTEAU DE QUINTIN

Deux châteaux dans un même parc, restaurés (17^e et 18^e siècle). Galerie-musée.
Tél. : 02 96 74 94 79 / 02 96 74 04 63.





Alors que les Côtes d'Armor sont sous-équipées en piscines publiques, on assiste depuis peu à l'éclosion de nombreux projets qui entreront bientôt en phase de construction. Face à ces démarches locales, le Conseil général, sollicité pour subventionner des réalisations financièrement lourdes, a adopté, à la fin de 1998, un schéma départemental des piscines. Ses objectifs : apporter conseil et assistance technique aux collectivités et proposer une harmonisation des nouveaux équipements en fonction des besoins de la population et des piscines existantes. Cette politique d'aménagement du territoire vise à offrir au plus grand nombre l'accès au "savoir-nager" et aux loisirs aquatiques.

Les piscines prennent la vague...

Inaugurée en 1991, la piscine de la commune de Gouarec accueille chaque année plus de 750 000 usagers.



Paul Gueguen, maire de Gouarec, est fier de sa piscine inaugurée en 1991 : «À l'époque, ce projet était loin de faire l'unanimité. On nous prenait un peu pour des fous. Pensez donc, construire une piscine couverte dans un bourg de 1 000 habitants ! Même si la commune a dû s'endetter (la piscine a coûté 7 millions de francs dont "seulement" 18 % de subventions), le compte de fonctionnement est sain - 900 000 francs par an -, et a été légèrement excédentaire l'an dernier.» Aujourd'hui, de nombreux élus des Côtes d'Armor - et d'ailleurs - viennent à Gouarec visiter la piscine, devenue un exemple à bien des égards. De dimension adaptée au secteur rural, elle enregistre environ 75 000 entrées par an (dont un tiers de scolaires) et attire le public dans un rayon de vingt kilomètres, voire de plus loin. «Ce que les gens aiment ici, poursuit Paul Gueguen, c'est la dimension humaine et conviviale. Certaines familles sont même venues s'installer à Gouarec pour que leurs enfants profitent de la piscine. Son impact touristique n'est pas négligeable, notamment pour le camping que la proximité de la piscine a valorisé.»

Tant par son coût que par le rôle qu'elle joue, la piscine de Gouarec illustre parfaitement la piscine rurale type décrite dans le schéma départemental des piscines défini par le Conseil général.

Éviter les projets surdimensionnés

"Piscine rurale", "piscine semi-urbaine" et "piscine urbaine" sont les trois principaux types d'équipement dont le schéma départemental définit le profil, la mission et le coût. Pourquoi cette classification ? «Pour constituer une base de travail nous permettant de raisonner en matière d'aménagement du territoire, répond Jean Derian, vice-président du Conseil général chargé des sports. Après avoir soigneusement étudié la fréquentation et l'état des équipements existants, nous avons établi une carte du département : chaque "vide" a été comblé avec l'un ou l'autre type de piscine en fonction de la densité de population, des besoins scolaires et sportifs, de la fréquentation touristique et, bien sûr, de la proximité ou non d'autres piscines.» De plus, le Guide des piscines⁽¹⁾ édité dans le cadre

du schéma départemental, constitue une sorte de mode d'emploi destiné aux élus et aux cadres locaux : évaluation des besoins, réglementation, procédures, contraintes techniques et financières en matière d'investissement et de fonctionnement y sont détaillées. Car la réhabilitation ou la construction d'un tel équipement s'avère complexe. «L'une des finalités de ce schéma, poursuit Jean Derian, c'est d'éviter les projets surdimensionnés. Il est légitime que le Conseil général, qui subventionne 30 % du coût estimatif hors taxes des travaux - sur la base d'un coût plafond pour chaque type de piscine défini dans le schéma départemental - se soucie d'abord de savoir si le projet est adapté aux besoins locaux.»

De la piscine de papa aux complexes de loisirs aquatiques

Aujourd'hui, plusieurs projets de construction ou de rénovation de piscines ont été votés par les collectivités concernées, et sont donc sur le point d'être réalisés. Les dossiers les plus avancés sont ceux de Brézillet à Saint-Brieuc, de Paimpol, Guingamp, Quintin




Les Aquatides
Nagez dans le bien-être

et Moncontour. Le projet de Brézillet revêt un caractère particulier dans la mesure où il est le seul à entrer dans la catégorie "piscine urbaine" du schéma départemental. Ce vaste complexe de loisirs aquatiques, situé dans une agglomération de 100 000 habitants, pourra aussi accueillir des compétitions nationales grâce à un bassin de cinquante mètres. Mais il s'inscrit résolument, tout comme celui de Guingamp (toutes proportions gardées), dans l'ère de la civilisation des loisirs.

Nés dans les années 80, les premiers centres de loisirs aquatiques proposent à un public

très large autre chose que de faire des longueurs de bassin. C'est sur ce principe qu'ont été créés les Aquatides, à Loudéac. Ce complexe, ouvert en juillet 1998, a été bâti autour d'une ancienne piscine de vingt-cinq mètres datant des années 70. Aujourd'hui, les quatre bassins, le toboggan de soixante-dix mètres, la rivière à courants, le jacuzzi, etc. attirent du monde. Même si cette réalisation a pu paraître à certains quelque peu surdimensionnée pour une ville de 10 000 habitants, on a vite constaté que toute la région loudéacienne en bénéficie.

Lancien, directeur du service Sports-Culture-Jeunesse de la mairie. Les Aquatides allient jeux aquatiques et fonction éducative et sportive, grâce au maintien d'un bassin de compétition de vingt-cinq mètres et d'un bassin d'initiation. Tous les publics ont leur place ici. C'est un outil au service de l'intérêt général qui fonctionne au-delà de nos espérances. Au regard des prestations proposées et de l'étendue géographique de leur "zone de chalandise", les Aquatides remplissent les critères de la "piscine semi-urbaine" du schéma départemental.

Un schéma qui s'appuie, on le constate au travers des exemples de Gouarec et de Loudéac, sur des expériences concluantes. Cette initiative costarmoricaïne devrait faire des petits ailleurs en France, puisqu'elle a valu, au Conseil général, de recevoir le prix "Anticiper 1999".

(1) Le Guide des piscines est destiné aux élus locaux et aux cadres territoriaux. Il est disponible auprès du Conseil général des Côtes d'Armor, direction de la Culture, des Sports et des Espaces naturels, place du Général-de-Gaulle, BP 2371, 22023 Saint-Brieuc Cedex 1. Tél. : 02 96 62 27 56.



«Certains après-midi d'été, nous avons été obligés de fermer les guichets. Ces jours-là, nous avons enregistré près de 1 200 entrées, explique Patrick

Un des fleurons de la technologie informatique mondiale est implanté à Lannion, à une aile d'avion de l'aéroport. Christian Le Coadou, cinquante-six ans, créateur de l'entreprise Faros, est venu poser ici ordinateurs, projets et logiciels en 1992, bien que sa société ait débuté en 1986 dans l'Eure, à Louviers.

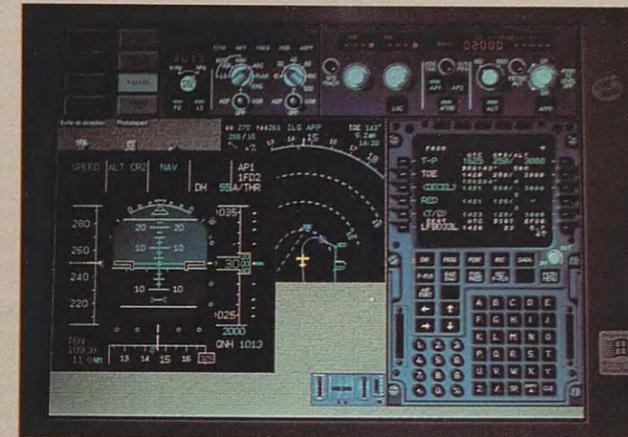
Faros vole plus haut

« Nous nous sommes vite aperçus que le bassin d'emplois de cette région ne nous était pas favorable », raconte Christian Le Coadou se remémorant l'époque où son entreprise d'informatique, Faros, n'était pas encore implantée à Lannion, mais dans l'Eure. « Plusieurs destinations s'ouvraient à nous. La Bretagne, bénéficiant d'un bon vivier de jeunes, correspondait à notre demande et a donc vite suscité notre intérêt. »

En 1986, fort de son expérience d'ingénieur en électronique chez Matra, et de sa compétence en matière de matériel d'entraînement aéronautique pour l'armée, Christian Le Coadou se lance sur le marché encore vierge des simulateurs de vol sur PC pour le civil. Son credo : fournir, à un coût raisonné, des logiciels aux compagnies aériennes, en remplacement des énormes ordinateurs alors nécessaires.

Leader mondial

Homme discret, opiniâtre et mesuré, Christian Le Coadou permet à Faros de continuer son ascension, planant de chiffre



d'affaires en hausse en rachat d'entreprise. En novembre 1998, le rachat de son distributeur, Wicat Systems Inc., basé à Salt Lake City - leader mondial pour la formation aéronautique -, place Faros en tête du marché. Depuis, plus de 80 % des compagnies

consultent, travaillent et maîtrisent son futur plan de vol. La cabine de l'avion est reproduite intégralement, tous les paramètres y sont enregistrés. Rien n'oblige désormais le pilote à apprendre dans les full flight simulators (1), bien que nos logiciels soient compatibles. »



« Qui aurait cru qu'une société implantée de fraîche date apprendrait à voler aux pilotes du monde entier ? »

Cotée en Bourse sur le second marché depuis juillet dernier, Faros affiche une santé insolente. Avec quatre-vingts millions de francs de chiffre d'affaires en 1998, l'entreprise prévoit une croissance de 20 % pour 1999. Mais la société,

aériennes mondiales lui font confiance et utilisent ses logiciels, vendus entre 150 000 et 200 000 dollars. Airbus, basé à Toulouse, fait également appel à lui pour la formation des pilotes sur les A310, A320, A330 et A340. « L'avantage de notre système est qu'il fonctionne sur un ordinateur portable, explique Christian Le Coadou. Un pilote en escale peut

boulimique, ne s'arrête pas là : elle rachète le fournisseur d'équipements aéronautiques ETE, basé près de Toulouse. Un rachat qui va renforcer sa position dans la maîtrise de la filière aéronautique.

Et maintenant, la route

Aujourd'hui, Faros se diversifie dans le secteur automobile et

vient de racheter l'un de ses concurrents sur ce créneau, devenant ainsi le premier opérateur français en matière de simulateurs de conduite automobile. Ce procédé, homologué par le ministère des Transports, est une révolution pour l'élève, qui peut s'entraîner dans une cabine reproduisant dans ses moindres détails une conduite sur tout type de terrain. Une gamme de produits commençant à 60 000 francs qui devrait séduire, dans un bref délai, les moniteurs et les institutions. Christian Le Coadou voit pointer, au terme des investissements réalisés, des perspectives intéressantes. « Le problème pour une entreprise telle que la nôtre est le coût de développement d'un logiciel, qui peut atteindre quarante millions de francs pour l'aéronautique. Aujourd'hui, le plus dur est fait. Reste maintenant la phase de commercialisation du produit. »

(1) Cabine reproduisant les sensations de vol à l'aide d'un vérin hydraulique.

FAROS EN CHIFFRES

- Effectif : 75 personnes
- Chiffre d'affaires :
 - 1997 : 23 MF
 - 1998 : 80 MF
 - 1999 : 100 MF
- Bénéfice net : 12 MF pour 1998
- Sites : Lannion, Salt Lake City, Toulouse

FAROS
RUE BLAISE-PASCAL - PARC PÉGASE
22300 LANNION
TEL. : 02 96 48 46 47
FAX : 02 96 48 08 24

CÔTES D'ARMOR-PROVINCE DE LIÈGE



Amitié francophone au cœur de l'Europe

Invitée d'honneur de la Foire-exposition des Côtes d'Armor, la province de Liège a pu montrer plus d'un aspect de son identité et exposer ses atouts à des milliers de Costarmoricains. Unis depuis 1996 par une charte de coopération, le Conseil général et la province wallonne ont orienté leurs échanges sur le terrain de l'économie et des savoir-faire, des domaines potentiellement prometteurs.

La province de Liège est au cœur du triangle Londres-Paris-Berlin. Elle est couramment surnommée "le Midi belge" pour ses tentations à regarder vers le sud ou "petite Suisse" pour ses paysages contrastés et sa douceur de vivre. Ses frontières avec les Pays-Bas, l'Allemagne et le Luxembourg en font un carrefour stratégique européen, symbolisé par Maastricht, situé à moins de trente kilomètres de Liège. Avec son important réseau de communication routier, fluvial, aérien, ferroviaire et son port intérieur – le second d'Europe –, la province de Liège est prête pour bâtir l'avenir de l'Europe. Pays d'accueil et de traditions fortes, profondément francophile, il compte un million d'âmes et entretient avec la France des relations de profonde amitié qui remontent à la Révolution française. Les premiers échanges entre les deux régions ont pour origine les jumelages déjà anciens entre Erquy et Oupeye, et Lancieux et Oreya. En 1995, Jean Gaubert, l'organisateur du départ du Tour de France cycliste en Côtes d'Armor reçoit une délégation liégeoise venue préparer l'accueil de la grande boucle, quelques jours plus tard, dans la province wallonne. Cette rencontre permet



À la dernière Foire-Expo (du 11 au 19 septembre), les richesses touristiques, culturelles, artisanales et gastronomiques liégeoises ont séduit plus d'un Costarmoricain. Dans le même temps, les rencontres économiques ont ouvert la voie à de nouveaux échanges de savoir-faire.

aux deux régions de mesurer l'étendue de leurs affinités, notamment dans les domaines culturels, sportifs et économiques. L'année suivante, une nouvelle étape est franchie avec la signature d'une charte de coopération entre le Conseil général et la province de Liège. Depuis, les échanges n'ont cessé de s'intensifier, notamment sous l'impulsion de Claudy Lebreton. En 1998, notre Département est même l'invité d'honneur du Salon vert de Liège, l'un des plus importants Salons touristiques d'Europe. Au printemps dernier à Liège, les grandes "retrovailles des jumelages franco-liégeois" consacrent une volonté réciproque de «resserrer les liens et de relancer de nouveaux programmes de collaboration» selon les termes

du gouverneur de la province de Liège, Paul Bolland. Aujourd'hui, un solide partenariat existe dans de nombreux domaines, né de la forte complémentarité entre ces deux régions à vocation touristique. Liège offre de très nombreux paysages et activités sportives : ski alpin, golf, randonnée pédestre... D'origine celte, ce pays "wallon" a aussi su maintenir ses langues régionales, symboles d'une identité forte. Comme les Costarmoricains, les Liégeois sont attachés à leur héritage culturel et à leur patrimoine architectural particulièrement riche.

Développer les échanges dans les domaines de l'économie et des savoir-faire

Ville à vocation agricole et de grande tradition métallurgique et sidérurgique, Liège s'illustre dans des secteurs très proches des Côtes d'Armor : télécommunications, informatique, animation virtuelle, technologies de pointe, agroalimentaire, automobile. Nombreuses sont les synergies potentielles : entre le technopôle Bio Liège et celui de Saint-Brieuc-Ploufragan avec ses laboratoires biologiques ; les infrastructures liégeoises de télécommunications avancées (Téléparc ou Téléport) et le parc d'activités Anticipa Lannion Trégor ; le technopôle des



Liège, au cœur de l'Europe communautaire, doit son développement à un exceptionnel réseau de voies de communication. Son port autonome, sur la Meuse, est le deuxième port européen d'intérieur.

sports moteurs de Francorchamps et le véhicule de Ploufragan avec l'ISTA (Institut supérieur des technologies automobiles), etc. Les Rencontres économiques de la Foire-exposition des Côtes d'Armor, auxquelles a activement participé l'agence de développement économique de la province de Liège (SPI), en ont ouvert bien d'autres. Une preuve supplémentaire de cette coopération. Tout est en place pour une active coopération économique à commencer par la mise à disposition gratuite, pour les décideurs liégeois, de l'antenne du Conseil général des Côtes d'Armor à Paris pour leurs rendez-vous d'affaires.

Sport, culture et tourisme

De tout temps, Liégeois et Costarmoricains se sont illustrés dans les arts et la musique. Dans les deux régions, les infrastructures

culturelles sont particulièrement développées : théâtre, fêtes et festivals rythment le calendrier. Et la coopération culturelle est déjà largement engagée de longue date. La tradition sidérurgique de la province de Liège est aussi prétexte à un tourisme historique original. À Blegny, par exemple, la visite de l'ancien charbonnage et du musée propose en outre un parc animalier, une aire de jeux pour les enfants, des balades en tortillard ou des croisières sur la Meuse. Une philosophie du loisir pédagogique familière aux Costarmoricains. Les sports sont un autre terrain propice aux échanges : participation des équipes liégeoises au tournoi international de basket pour jeunes de Saint-Brieuc et à l'Euro Beach-Volley Junior à Binic, engagement d'une équipe costarmoricaine dans le tour cycliste de la pro-

vince de Liège et collaboration des sportifs liégeois à la Foire-exposition. De même, au mois de juillet, la confrérie de la Coquille Saint-Jacques, jumelée avec la confrérie liégeoise des Choupins (spécialité locale de chou en forme de ballon de rugby) présente à la Foire-exposition, était l'invitée des Francofolies de Spa où elle s'est faite l'ambassadrice des produits du terroir costarmoricain. La voie est aujourd'hui tracée. Les savoir-faire conjugués de la province de Liège et des Côtes d'Armor sont complémentaires dans bien des domaines. Ils sont un atout de choix dans l'actuelle construction du grand marché unique européen où, plus qu'ailleurs, la coopération décentralisée va s'imposer comme le complément indispensable des relations entre États.

À Lamballe, la société Labbé S.A. s'est forgée une renommée mondiale sur le marché du blindage de véhicules en tous genres, de la limousine présidentielle au fourgon de transports de fonds. Dans des ateliers où les dernières innovations sont protégées comme des secrets militaires, Olivier Robin, son p-dg, voit l'avenir avec sérénité.

LABBÉ S.A., UN LEADER classé secret défense

Olivier Robin, président des Carrosseries Labbé basées à Lamballe, est un homme heureux. Le groupe américain O'Gara, une importante société américaine de Cincinnati (Ohio), actionnaire principal depuis 1998, apprécie beaucoup la qualité du travail effectué.

Leader sur le marché du blindage de véhicules, Labbé S.A. vient de fêter ses cinquante ans, au cœur du "secret défense" : «On ne peut rien faire visiter, rien dévoiler, ne pas donner de nom de client. Chaque commande fait l'objet d'une enquête des services spéciaux», confie Olivier Robin, avaré d'anecdotes. Cette activité ne représente cependant que 20 % de l'activité de l'entreprise, le reste étant réparti entre le blindage de fourgons de transports de fonds (20 %) et la carrosserie industrielle (60 %).

Une solide réputation

Cent soixante salariés travaillent à Lamballe. Ils font partie des quelque 3 000 salariés du groupe O'Gara répartis



«Nous sommes le "blindeur officiel" de Rolls-Royce»

entre le Mexique, la Colombie, le Brésil, les Philippines, la Chine et la Russie, et bientôt l'Angleterre et les pays de l'Est. «Les activités de blindage automobile où nous sommes servis par une solide réputation – nous sommes notamment le "blindeur officiel" de Rolls-Royce – devraient contribuer à notre expansion.» Pour conforter le leadership de l'entreprise, Olivier Robin se déplace beaucoup pour négocier de nouveaux contrats, notamment en Afrique du Sud. Labbé S.A., à la pointe du progrès, teste ses matériaux avec tous les

types d'armes : pistolets classiques, armes militaires, mines antipersonnel...

«Ce travail est confié en partie à des centres militaires. Mais nous dispo-

sons aussi de quelques armes sous très haute surveillance.» Sans dévoiler de secrets, Olivier Robin explique que les blindages sont réalisés en fonction de trois types de menace : protection des hommes d'affaires contre les enlèvements comme au Mexique ou en Colombie, protection des hommes politiques et des chefs d'État qui nécessitent un blindage plus lourd contre tous les types d'armes et protection de personnalités comme des représentants de l'ONU en déplacement au Kosovo sur des routes truffées de mines.

Le prix des travaux s'échelonne entre 150 000 francs pour les blindages les plus légers et 1 500 000 francs pour le blindage d'un gros quatre-quatre.

À la pointe du progrès

Comme de nombreux secteurs, le marché de la sécurité blindée subit l'influence de l'électronique. Par exemple, les carrosseries en plusieurs épaisseurs de tôle laisseront bientôt la place aux matériaux composites, comme le Kevlar. Pour la petite histoire, Bill Clinton roule dans une de ces voitures, mais par respect du "made in America", la réalisation n'a pas été confiée aux ateliers costarmoricains. «C'est quand même notre groupe qui a construit et transformé sa limousine», avoue avec fierté Olivier Robin.

LABBÉ S.A. EN CHIFFRES

- Effectif : 160 salariés
- Capital : 15 MF
- Chiffre d'affaires 1998 : 129,5 MF dont plus de 35 % réalisés à l'export

LABBÉ S.A., RUE D'ARMOR
22400 LAMBALLE
TÉL. : 02 96 50 12 90

Les rois du bal

Depuis vingt ans, l'accordéoniste Dominique Moisan écume les bals du département. Son succès est fait de recettes simples et de travail forcené... pour le plus grand bonheur des amateurs de piano à bretelles.

Si l'orchestre de Dominique Moisan fait du bruit, c'est uniquement pendant la fête. Car, une fois les flonfons du bal terminés, ce groupe de quatre musiciens costarmoricains cultive la discrétion et pense avant tout à son public : «J'espère que ça va durer encore très longtemps. Plaire au maximum de personnes, c'est pour nous le plus important», affirme Dominique Moisan comme s'il prononçait une profession de foi. Et pour plaire, l'orchestre plaît : tous ses jeudis et dimanches de l'an 2000 sont déjà retenus !

Cent soixante bals par an

Chaque année, les quatre complices animent, aux quatre coins du département, entre 150 et 160 bals, galas et autres thés dansants organisés par les associations locales. L'orchestre ne ménage pas ses efforts : il joue de quatre heures trente à cinq heures de musique non stop, une centaine de morceaux puisés dans un répertoire qui en compte 600. «Nous nous adaptons à la demande : il faut savoir tout faire, du twist à la gavotte. Quand nous ne jouons pas, nous faisons un travail de recherche sur le répertoire, à partir de vieux disques», commente Dominique dont la passion pour la musique et l'accordéon remonte à l'enfance. «J'étais à l'école à Beauvallon, à Saint-Brieuc. Louis Rivalan, le père du photographe, nous proposait régulièrement, avant la sortie des classes, une séance d'accordéon et de trompette» se souvient-il. «J'ai alors demandé à mes parents de suivre des cours d'accordéon. Pendant dix ans, j'ai suivi l'enseignement de Jean Raffray, de Plœuc-sur-Lié et fréquenté l'école de musique de Saint-Brieuc.»



«Plaire au maximum de personnes, c'est pour nous le plus important»

Fort de cette solide formation, Dominique commence à jouer en groupe dès l'âge de dix-huit ans. «À l'époque, il n'y avait pas cet engouement pour la musique rétro», se souvient-il. Depuis une douzaine d'années, il sent le vent tourner. «Les orchestres de variété marchaient moins bien, alors que l'effet rétro prenait de l'ampleur. En tant qu'accordéoniste, j'ai trouvé plus facilement ma voie.»

Phénomène de mode

Après avoir connu différentes formations, il crée son propre groupe. «Je jouais déjà avec Didier Robin, le batteur. On a rencontré, grâce au bouche à oreille, Philippe Daniel, contrebassiste et chanteur, et Christian Biré, guitariste et chanteur.» Six ans après la création officielle de l'orchestre, la bande des quatre a creusé son sillon. «On réunit 700 personnes en moyenne, et jusqu'à 1 000 certains jours.» Dominique Moisan est conscient de bénéficier du retour à la mode du rétro : «Les cours de danse de salon reprennent un peu partout en France.»

Certaines particularités costarmoricaines amplifient même ce phénomène. «Les bals se déroulent dans les salles des fêtes qui rappellent les fêtes populaires d'antan à certaines personnes.» Les passages de Dominique à l'émission de télévision de Pascal Sevran "La chance aux chansons" ont contribué à sa notoriété. Mais Dominique ne vise que le bonheur des danseurs : «Pour venir au bal, les gens mettent de belles toilettes, vont chez le coiffeur, briquent leur voiture.» Les quatre compères ne se sentent vraiment pas le droit de les décevoir.

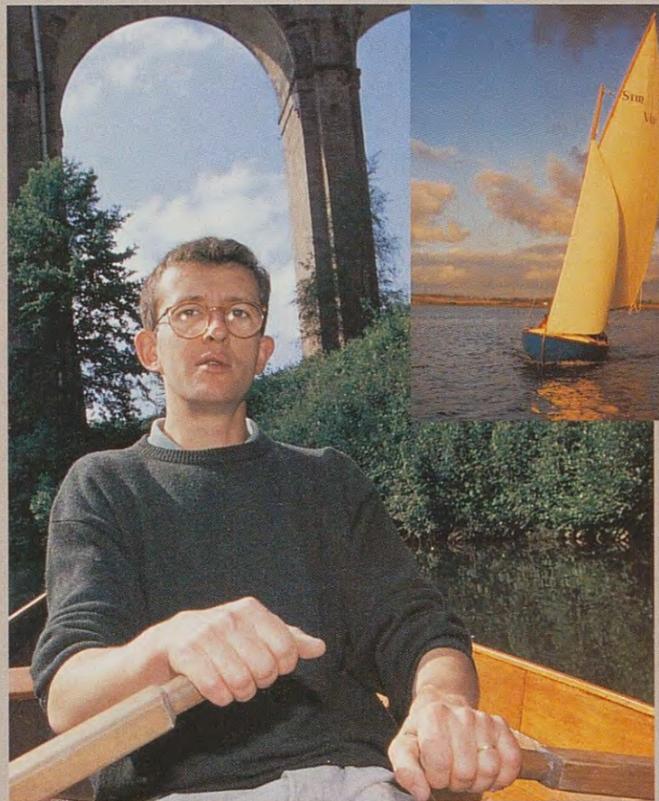
CONTACT
Tél. : 02 96 95 69 27.

Formé aux "Ateliers de l'enfer" de Douarnenez, le Dinannais Pierre-Yves de La Rivière a créé, l'an passé, à 28 ans, le chantier Grand Largue spécialisé dans la fabrication de bateaux en contreplaqué et en bois. Depuis, le jeune constructeur maintient le cap avec beaucoup d'opiniâtreté.

CHANTIER GRAND LARGUE cap sur la réussite

Sa voix résonne un temps sous la voûte du vieux pont du port de Dinan. Mais très vite, son embarcation, un splendide Laïta, glisse vers d'autres paysages. Tout en actionnant fermement ses deux rames, Pierre-Yves de La Rivière se confie. Ce Dinannais de 28 ans décrit un parcours plus sinueux que le sillage qu'il trace : «Après une école de commerce et de gestion à Paris, puis une première expérience commerciale, j'ai suivi une formation professionnelle de charpentier de marine, explique-t-il, la construction navale était une passion qui n'a fait que croître au fil des années.»

En 1998, Pierre-Yves apprend son futur métier aux "Ateliers de l'enfer", à Douarnenez. Puis, sa rencontre avec l'architecte nantais François Vivier lui permet de concrétiser sa volonté de s'installer à son propre compte. «Je cherchais un bateau qui servirait de support pour créer mon entreprise. François, avec son Stir Ven, avait gagné le premier prix d'un concours de plans organisé par le Chasse-Marée. Depuis, nous travaillons



ensemble, poursuit Pierre-Yves. Par la suite, en travaillant sur le prototype du Laïta, on a eu l'occasion d'apporter plusieurs dizaines de modifications.»

Réactivité avant tout

Dès l'automne de 1998, le Dinannais se lance donc dans l'aventure et crée Grand Largue. Aujourd'hui, la nouvelle société est encore en phase de démarrage et le chantier est provisoirement installé dans une remise. Mais cela n'a

pas empêché Grand Largue de participer avec succès au Salon nautique où Pierre-Yves établit de nombreux contacts. Aujourd'hui, deux moules de bateaux sont prêts et l'état des commandes est "satisfaisant pour un début". À raison de trois mois de fabrication pour un Stir Ven et deux semaines pour un Laïta, le fabricant met en avant sa réactivité. Celle-ci pourrait d'ailleurs encore s'accroître : «L'installation dans de nouveaux ateliers pourrait

se faire rapidement et des embauches seraient alors envisagées. Mais je veux aller crescendo, en fonction du carnet de commande, sans alourdir les charges fixes.» Ses bateaux en contreplaqué protégé à l'époxy et en bois, poursuivent un seul objectif : «Donner du plaisir nautique.» Et Pierre-Yves d'enfoncer le clou : «Ce sont des embarcations faites pour naviguer. Pas des super jouets fragiles.»

LA GAMME GRAND LARGUE

- **Le Laïta**
Longueur : 3,58 mètres
Petit voile aviron très maniable avec un comportement de dériveur léger

- **Le Stir Ven**
Longueur : 6,70 mètres
Bateau de promenade rapide et agréable à barrer

- **Le "Minahouet"**
Longueur : 4,80 mètres

- **Le "Beniguet"**
Longueur : 5,70 mètres

CONTACT

23, AVENUE DU GRAND-CLOS,
22 100 LANVALLAY.
TÉL. : 02 96 85 32 89.

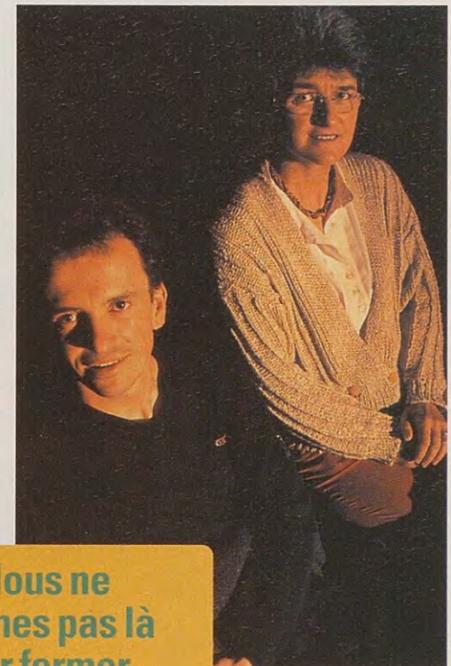
Théâtre en herbe

ARCHIVES
DÉPARTEMENTALES
DES CÔTES-D'ARMOR
PROPRIÉTÉ PUBLIQUE

Sur scène comme à la ville, les enfants et les comédiens professionnels de la Maison de Théâtre pour le Jeune Public de Saint-Brieuc ont la passion communicative. Encadrés par Françoise Visdeloup, ces adeptes des planches vivent une aventure théâtrale exemplaire qui dépasse parfois les frontières de l'Hexagone.

Une grande maison début de siècle flanquée d'un jardinet à la végétation débridée, rue Jean-Jacques-Rousseau à Saint-Brieuc. Au sous-sol, une véritable salle de spectacle, avec gradins, rideau noir et rampes d'éclairage ; au rez-de-chaussée, une salle de répétition ; dans les étages, les bureaux et les ateliers. Françoise Visdeloup dirige ce vaisseau de pierre exclusivement voué au théâtre et aux enfants. La Maison de Théâtre pour le Jeune Public, c'est son nom, est une émanation de la compagnie Gazibul Théâtre, créée il y a vingt ans par Françoise, une troupe largement connue dans le département, par un public dépassant souvent le cercle scolaire. «Gazibul et la Maison de théâtre font partie d'une même entité», précise Françoise. Depuis 1979, les comédiens professionnels de Gazibul animent de nombreux ateliers en milieu scolaire. «Il y a deux ans, la création de la Maison a répondu à notre volonté de faire vivre un lieu où l'enfant pourrait pratiquer le théâtre dans de bonnes conditions, rencontrer des créateurs et participer à leur travail.»

«Nous ne sommes pas là pour former de futurs comédiens, mais pour donner aux enfants la possibilité de s'exprimer»



Subventionnée par la Ville de Saint-Brieuc et le Conseil général, la Maison de Théâtre, ce sont plus de 600 enfants sur les planches chaque année, et 1 200 heures d'interventions au sein de la Maison même ou dans les établissements scolaires costarmoricains.

Briochine de naissance, comédienne formée à Aix-en-Provence, Françoise Visdeloup est une femme de convictions : «La meilleure façon de sortir le théâtre de son image un peu guindée et élitiste, c'est de multiplier les rencontres avec les spectateurs, au premier rang desquels se trouvent les enfants et les jeunes, et de les initier au théâtre.» La Maison reçoit des jeunes à partir de sept ans. Répartis en groupes d'âges, ils participent à six heures d'ateliers par mois. «C'est d'abord une école d'écoute de l'autre.

On ne forme pas des comédiens, on donne aux enfants la possibilité de s'exprimer sur un mode ludique, avec beaucoup d'improvisations. Ici, il n'y a jamais de rôle principal, pas de vedettariat...» Chaque trimestre, les élèves présentent une création. Chaque année, au mois de novembre, ils jouent une pièce à l'occasion du Mois de l'enfance, qu'ils reprennent ensuite lors des Rencontres Ateliers Jeunes Artistes de Huy, en province de Liège. La Maison de Théâtre est un partenaire particulièrement dynamique dans les échanges culturels entre la province belge et le Conseil général mis en œuvre dans le cadre de leur charte de coopération. «Une aubaine pour nous, car les Belges sont des pionniers en matière de théâtre jeune public.»

Enfin, l'association sort et reçoit beaucoup : ateliers à la MJC du Point du Jour, accueil de créateurs, échanges avec le Théâtre de l'Hydre, représentations à la Passerelle et au Quai des Artistes... «Une fois qu'un enfant est inscrit ici, il reste généralement plusieurs années, les défections sont très rares», conclut Françoise. On la croit sans peine.

LA MAISON DE THÉÂTRE POUR LE JEUNE PUBLIC.
9, rue J.-J.-Rousseau
22000 Saint-Brieuc
Tél. : 02 96 61 33 20

PROCHAINS RENDEZ-VOUS
La Reine Alpha de Louis Guilloux, du 4 au 7 novembre.
Maison du Peuple à Saint-Brieuc (dans le cadre du centenaire de l'auteur)



MAIRIES, ÉCOLES, ASSOCIATIONS... Expositions thématiques à la carte

Les services du Conseil général conçoivent un certain nombre d'expositions sur des thèmes tels que "L'Arbre et la Vie", "Évolution et Mémoire des Paysages et du Patrimoine", "Espaces naturels des Côtes d'Armor" avec bornes interactives, etc. Chaque thème est présenté de façon attrayante, parfois ludique, toujours pédagogique. Ces expositions, mobiles et rapides à installer, sont à la disposition des communes, des associations et des établissements scolaires.

Renseignements. Direction de l'information, de la communication et de la promotion du Conseil général. Tél. : 02 96 62 62 16.

POLAR Frissons sur Lamballe...



Pour sa troisième édition, le jeune festival du roman noir "Noir sur la ville", organisé par l'association "La fureur du noir" (ça fait beaucoup de noir - ndr), semble en passe de confirmer des débuts encourageants. Une vingtaine d'auteurs, une dizaine d'éditeurs et plusieurs

libraires sont annoncés. Dédicaces, débats, expos (dont une sur l'univers de Mac Orlan), jeux interactifs avec le public, nuit du cinéma noir (au Penthièvre), soirée cabaret... tout ça sur fond de suspense, de peur, d'hémoglobine et d'humour. Et comme l'an passé, un recueil

de nouvelles écrites par les auteurs présents sur le festival sera spécialement édité pour l'occasion. Festival du roman noir "Noir sur la ville", du 19 au 21 novembre. Renseignements. Bibliothèque municipale. Tél. : 02 96 50 13 68.



FESTIVAL Écoute quand je te parle...

Nous avons le privilège en Côtes d'Armor d'avoir rendez-vous chaque hiver avec des conteurs d'histoires. Paroles d'Hiver, organisé sous l'égide de l'ODDC, office de développement culturel créé et financé par le Conseil général, est l'occasion pour nous de prendre le temps d'écouter des artistes venus du monde entier nous conter des récits, des poèmes, des chroniques, des textes et des nouvelles... Cette année, les poètes maghrébins, les auteurs et conteurs africains seront - entre autres invités - de la partie pour un événement qui a toujours su célébrer les brassages culturels et la franco-

phonie. Parmi la cinquantaine d'artistes présents, on citera notamment Annie Ebrel, Michèle N'Guyen, Bena Zingui, Yann Fanch Quémener, Daniel L'Homond, Jean-Claude Bray, Jean-Louis Le Craver et Alain Marcadé. Après une première semaine sur le pays de Dinan, le festival s'étendra à tout le département : Centre-Bretagne, Lanvollon, le Méné, le Trégor, Quintin, Plédéliac, pour s'achever du 17 au 19 décembre au Théâtre du Champ au Roy de Guingamp. Paroles d'Hiver, du 6 au 19 décembre. Office de développement culturel - Tél. : 02 96 60 86 10.

EXPOSITION Extérieurs Intérieurs à Rohannec'h

À Saint-Brieuc, la villa de Rohannec'h, imposante et atypique, est une demeure de style néo-italien construite à la fin du siècle dernier. Elle est le fruit du caprice d'un riche armateur de l'époque qui voulait, de chez lui, observer les allers et venus de ses bateaux aux abords du Légué. Il est vrai que la bâtisse et son immense parc offrent des points de vues imprenables sur la baie de Saint-Brieuc et méritent à eux seuls le détour. La visite s'impose d'autant plus aujourd'hui que la villa accueille, sous l'égide de l'office de développement culturel du

Conseil général, les œuvres de onze artistes sur - justement - le thème du point de vue. "Extérieur-Intérieur", c'est le nom de l'expo, est l'occasion de découvrir (ou redécouvrir) des créateurs costarmoricains confirmés ou en devenir, parmi lesquels on citera la photographe Catherine Noury ou le plasticien Stéphane Le Mercier. Villa de Rohannec'h. Rue de Rohannec'h, Saint-Brieuc. Jusqu'au 7 novembre, tous les jours de 14 h à 18 h sauf le lundi.

FESTIVAL Le Trégor accueille la musique ancienne



Le festival de musique ancienne de Lanvellec, dont les époques musicales de référence sont antérieures au XVI^e siècle, s'élargit cette année aux œuvres de Brahms, Mendelssohn et Schubert. Outre un répertoire et des interprètes de qualité, la "star" de cet événement reste l'orgue Dallam - du nom du facteur d'orgues anglais qui acheva sa construction en 1655 - qui trône majestueusement dans l'église de Lanvellec (concerts le 16 octobre à 15 h, et le 23/10 à 21 h). Mais le festival essaime dans tout le Trégor. Concerts et récitals auront lieu à Plouaret (le 16 octobre à 21 h), Ploumilliau (le 17/10 à 15 h), et à Plestin-les-Grèves (le 24/10 à 15 h). Enfin, signalons que dans le prolongement du festival, la bibliothèque de Guingamp présente, jusqu'au 30 octobre, une remarquable exposition regroupant les documents les plus intéressants des XVII^e et XVIII^e siècles conservés en Bretagne (livres, livrets, partitions, méthodes). Et, pour couronner le tout, la médiathèque vient de faire l'acquisition de 450 nouveaux CD couvrant la période du Moyen âge jusqu'à l'âge d'or de la musique baroque.

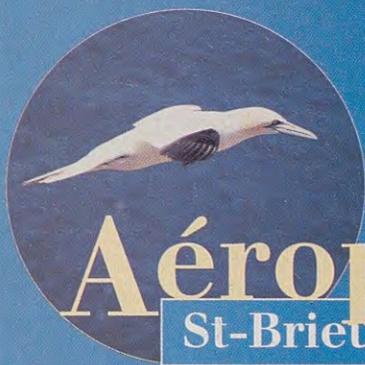
13^{ème} Festival de Lanvellec, jusqu'au 24 octobre. Renseignements Tél. : 02 96 35 14 14.



HUMOUR Campagne du rire en Côtes d'Armor

Garez vos problèmes, et laissez vos névroses au vestiaire, les clowns arrivent : 6 spectacles dans 12 villes durant plus d'un mois sont programmés pour l'édition 99 de la Campagne du Rire. Fiat Lux et ses "Nouvelles Folies" (on ne les présente plus), le duo grotesque de BP Zoom, les clowneries en cinq actes de Matatchekov, les chanteuses ahurissantes du Quartet Buccal et les clowns poétiques de la compagnie du Voyageur Debut... ils se produiront aux quatre coins des Côtes d'Armor : Guingamp, Trégueux, Tréguier, Ploufragan, Plorec-sur-Arguenon, Binic, Quintin, Louanec, Plénée-Jugon, Bégard, Loudéac et Le Hinglé. Enfin, le Cabaret Tournicote, "cabaret officiel" de la Campagne du Rire, présentera les 25 et 26 novembre, à Quessoy, la dernière création de la clown-comédienne Nathalie Tarlet (photo), produite par l'ODDC et la compagnie Vis Comica. Alors, au lieu de vous demander ce que nous réserve le troisième millénaire, vous savez ce qui vous reste à faire...

Campagne du rire du 9 au 26 novembre. Renseignements : Office de développement culturel. Tél. : 02 96 60 86 10.



Aéroport
St-Brieuc Armor

l'Europe à portée d'ailes

Via Jersey ou Nantes,
un choix étendu de destinations
en France et en Europe.

**Aller - retour
dans la journée**
sur Paris, Londres,
Bruxelles, Lyon,
Strasbourg, Marseille,
Bordeaux...



Renseignements
dans votre
agence de voyages
ou à l'aéroport
de St - Brieuc - Armor

22440 • Trémuson
Tél. 02 96 94 95 00

Conseil
Général

Côtes d'Armor,

une ouverture sur l'Europe



Côtes d'Armor